

C0412

E/ECA/CM.15/5



RAPPORT ECONOMIQUE SUR L'AFRIQUE

1989



NATIONS UNIES
Commission économique pour l'Afrique

RAPPORT ECONOMIQUE SUR L'AFRIQUE

1989

COMMISSION ECONOMIQUE
POUR
L'AFRIQUE

ADDIS-ABEBA
MARS 1989

TABLE DES MATIERES

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| AVANT-PROPOS | i |
| I. APERCU DE L'ECONOMIE AFRICAINE EN 1988 | 1 |
| II. RESULTATS PAR SOUS-REGION | 6 |
| III. RESULTATS DU SECTEUR ALIMENTAIRE ET AGRICOLE | 10 |
| IV. LES COURS DES PRODUITS DE BASE | 14 |
| V. COMMERCE ET FLUX DES RESSOURCES | 18 |
| VI. LA SITUATION DE LA DETTE | 22 |
| VII. SITUATION SOCIALE | 25 |
| VIII. PERSPECTIVES POUR 1989 | 29 |

AVANT-PROPOS

L'édition 1989 du Rapport économique sur l'Afrique a été préparée par le personnel de la Commission économique pour l'Afrique dans le but de fournir des informations actualisées sur les principales tendances et questions économiques dans la région africaine. Sa présentation simple vise non seulement à rendre facilement accessibles les informations mais aussi, en attirant l'attention sur les problèmes identifiés, il aide à leur solution. Le Rapport économique sur l'Afrique 1989 met à jour mon Evaluation préliminaire des résultats économiques des pays africains en 1988 et perspectives pour 1989 publiée le 2 janvier 1989. Si l'on dispose depuis lors de, plus de données, la situation présentée dans ce Rapport demeure toujours largement la même que dans l'Evaluation préliminaire.

Le Rapport économique sur l'Afrique 1989 fait suite, tout en l'actualisant, au rapport que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a présenté à la 43ème session de l'Assemblée générale en septembre 1988, par l'intermédiaire du Comité plénier ad hoc sur l'examen à mi-parcours de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 1/.

Etaient également soumis au Comité plénier ad hoc, outre ce rapport, l'examen et l'évaluation effectués par le Comité directeur de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) 2/ et la Déclaration de Khartoum sur le facteur humain dans le redressement économique et le développement de l'Afrique 3/ issue de la Conférence internationale parrainée par la CEA sur le même sujet.

D'une manière générale, il ressort de toutes ces analyses des résultats économiques des pays africains au cours de la période 1986-1988, que la détérioration de la situation économique globale de l'Afrique s'est poursuivie en raison des résultats économiques généralement décevants enregistrés au cours de cette période. Le PIB n'a augmenté que de 1 % en 1986 et de seulement 0,7 % en 1987. Qui plus est, le revenu par habitant a baissé respectivement de 2 % et de 2,2 % au cours de ces deux années. Toutes ces analyses conviennent que les difficultés extérieures ont joué un rôle majeur dans la poursuite des résultats macro-économiques peu satisfaisants des économies

1/ Document de l'Assemblée générale No. A/43/500 du 10 août 1988. Lors de l'élaboration de ce rapport, le Secrétaire général a bénéficié du concours d'un groupe de travail comprenant la CEA, la FAO, la CNUCED, le PNUD et la Banque mondiale, sous l'égide de l'Equipe spéciale interinstitutions et du Comité directeur du Programme d'action pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

2/ Document de l'Assemblée générale No. A/43/596, Annexe.

3/ Document de l'Assemblée générale No. A/43/430, Annexe 1.

africaines. Comme le souligne le rapport du Secrétaire général, "l'expérience acquise durant les deux premières années de l'exécution du Programme montre que les efforts de restructuration économique et de réforme de politique générale déployés par les pays d'Afrique sont contenus dans des limites étroites du fait des difficultés exogènes résultant des problèmes interdépendants des apports financiers, des produits de base et de la dette. Ces difficultés continueront à entraver le redressement et la croissance tant que la communauté internationale ne prendra pas de mesures concertées menant à des solutions durables. Elles doivent être abordées de manière intégrée si l'on veut faire en sorte que les transferts nets de ressources vers l'Afrique suffisent à répondre aux besoins de développement de la région" 4/. Le Secrétaire général a en outre attiré l'attention sur le fait que :

"La mise en oeuvre de programmes d'ajustement structurel a suscité plusieurs préoccupations. Les objectifs limités et par trop immédiats de ces programmes sont parfois ressentis, par les pays africains et par d'autres pays, comme étant en contradiction avec les objectifs d'un développement à long terme plus équilibré. Par ailleurs, leurs coûts humains et sociaux ont souvent été jugés démesurés par rapport à leurs avantages réels ou escomptés. Des mesures comme la suppression de subventions sur des produits alimentaires de base, le plafonnement du taux d'augmentation des salaires en fonction de celui de l'inflation (en le fixant au même niveau que celui-ci, voire en deçà), la compression des effectifs dans les secteurs public et privé, qui affecte bien souvent les catégories salariales les plus basses, la réduction des dépenses afférentes aux services sociaux, y compris la santé, l'éducation, ainsi que des dépenses en infrastructure de base, ont gravement lésé, directement et indirectement, les groupes de population les plus vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes, les handicapés et les personnes âgées. De vastes secteurs de la population éprouvent aujourd'hui davantage de difficultés à se procurer des aliments, d'où une augmentation de la malnutrition, en particulier parmi les enfants, les nouveaux-nés et les femmes enceintes. Compte tenu de ces préoccupations, les gouvernements africains et les donateurs sont aujourd'hui plus conscients de la nécessité d'envisager les incidences sociales des programmes de réforme. Qui plus est, en raison même des rigidités structurelles inhérentes au stade de développement actuel de la plupart des pays africains, certains des principaux éléments des programmes, tels que les réalignements des taux de change et la hausse des prix à la production, n'apportent pas tous les bienfaits escomptés. Les programmes d'ajustement structurel doivent impérativement s'inscrire dans une stratégie de développement à long terme, de même que le facteur humain doit figurer au coeur des préoccupations, aussi bien dans les programmes d'ajustement à court terme que dans les stratégies de développement à plus long terme" 5/.

4/ A/43/500, op.cit., p. 12-13.

5/ Ibid., p. 32.

En effet, l'Assemblée générale et son Comité plénier ad hoc allaient dans le même sens que les conclusions du Secrétaire général lorsqu'ils affirmaient que :

"L'application des programmes d'ajustement structurel a suscité des inquiétudes générales, notamment au sujet des conséquences humaines, sociales et politiques ainsi que des besoins de financement à long terme du redressement économique et des efforts de développement de l'Afrique. Ces inquiétudes ont donné lieu à un dialogue sur la nature et le contenu des programmes d'ajustement.... (Ils) devraient être conçus de façon que leurs effets socio-économiques défavorables soient limités, et de façon à intégrer la dimension humaine, à améliorer encore le niveau de bien-être des pauvres et des groupes désavantagés dans les sociétés africaines, notamment par une réorientation des dépenses sociales et de développement, et à faire en sorte que les mesures d'ajustement et de stabilisation à court terme s'inscrivent bien dans la transformation structurelle à long terme et soient compatibles avec elle" 6/.

La communauté internationale dans son ensemble, représentée par l'Assemblée générale, a donc demandé que les " pays africains recherchent plus activement un cadre conceptuel et pratique viable pour leurs programmes d'ajustement structurel économique, conformément à leurs objectifs et stratégies de développement à long terme aux échelons national, sous-régional et régional" 7/.

Toute tentative visant à présenter la situation économique actuelle de l'Afrique sous d'heureux auspices, à minimiser les effets de l'environnement extérieur défavorable et à présenter les effets de l'ajustement structurel comme ayant toujours été positifs non seulement occulte la réalité mais est également extrêmement cynique. Une telle attitude ne peut qu'être préjudiciable aux efforts faits par les pays africains pour surmonter la crise économique et assurer une croissance et un développement soutenus, et affaiblir le soutien nécessaire de la part de la communauté internationale

6/ Document de l'Assemblée générale No.A/RES/43/27

7/ Ibid

pour le redressement économique et le développement du continent. Par conséquent, nous avons essayé, dans le Rapport économique sur l'Afrique 1989, de décrire la situation comme elle se présente car seule une appréciation effective de la réalité - qui est quelquefois désagréable - de notre situation permettra au reste de la communauté internationale, voire de l'humanité tout entière, de continuer à nous apporter son appui. La situation économique grave de l'Afrique est restée trop longtemps méconnue du reste du monde. Maintenant qu'elle est connue, et que les Africains et leurs partenaires sont déterminés à y remédier, ne nous laissons pas aller à un faux sentiment de sécurité ni être tentés d'en donner une image mythique et optimiste. Tout comme quelques averses éparses ne font pas la pluie et que quelques arbres ne font pas la forêt, quelques événements ne sauraient constituer une tendance. Le chemin du redressement économique et du développement soutenu de l'Afrique est encore long et semé d'embûches : nous ne pouvons abdiquer.

**Le Secrétaire exécutif de la Commission
économique pour l'Afrique**

Adebayo Adedeji

I. APERÇU DE L'ECONOMIE AFRICAINE EN 1988

1. Selon les estimations émanant des données provisoires de la CEA, la production de l'Afrique en développement a augmenté de 2,3 % en 1988 contre seulement 0,7 % en 1987, et 1 % en 1986 (voir tableau I). Si cela indique une amélioration considérable de la situation globale en 1988 par rapport à 1986 et 1987, deux points méritent d'être relevés à ce stade. Premièrement, les meilleurs résultats enregistrés étaient essentiellement dus à une bonne campagne agricole. La plupart des régions ont enregistré en 1988 une pluviométrie supérieure à la moyenne, et les agriculteurs semblent en avoir profité pleinement, encouragés sans doute par l'effet favorable des mesures de réforme préconisées dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 qu'un grand nombre de pays africains ont adoptés.

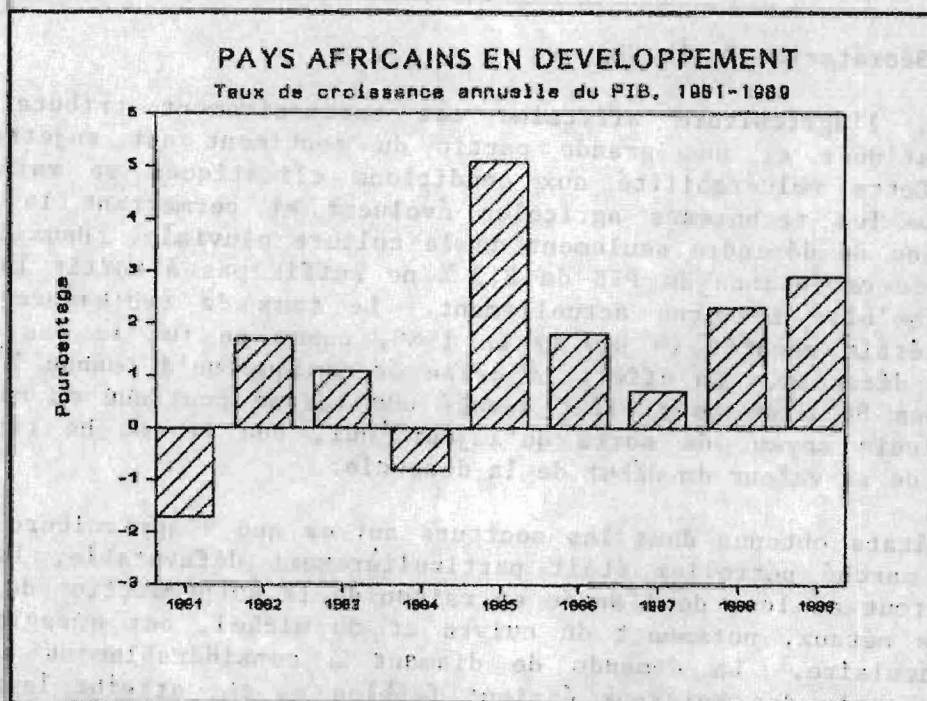


Figure 1

2. Cependant, la situation agricole n'est pas entièrement satisfaisante, du fait de la menace latente de l'invasion acridienne dans le Sahel et en Afrique du Nord, de la sécheresse dans deux pays d'Afrique du Nord et de la situation alimentaire précaire en Ethiopie, en Angola et au Mozambique.

Tableau I
Afrique en développement
Indicateurs économiques, 1986-1988

| | 1986 | 1987 | 1988 |
|--|-------|-------|-------|
| Croissance réelle (%) | 1,8 | 0,7 | 2,3 |
| Croissance de la demande intérieure (%) | -1,1 | -1,2 | 1,5 |
| Inflation | 12,5 | 15,7 | 21,3 |
| Prix des productions de base (100 = 1980) | 51,5 | 62,2 | 54,2 |
| Cours du pétrole (\$/bj) | 14,42 | 18,38 | 14,88 |
| Dette extérieure (milliards de dollars) | 190 | 220,3 | 230 |
| Balance du compte des opérations courantes (milliards de dollars) | -7,2 | -10,2 | -10,8 |

Source : Secrétariat de la CEA.

3. En outre, l'agriculture africaine est excesssivement tributaire des facteurs climatiques et une grande partie du continent est sujette à la sécheresse. Cette vulnérabilité aux conditions climatiques se maintiendra jusqu'à ce que les techniques agricoles évoluent et permettent la culture irriguée au lieu de dépendre seulement de la culture pluviale. Deuxièmement, même le taux de croissance du PIB de 2,3 % ne suffit pas à sortir la région de la crise qu'elle traverse actuellement. Le taux de croissance du PIB par habitant était négatif (- 0,7 %) en 1988, comme ce fut le cas tout au long de cette décennie. En effet, la crise économique qu'a connue l'Afrique dans les années 80 a eu pour effet cumulé une baisse continue du niveau de vie de l'Africain moyen, de sorte qu'aujourd'hui, son revenu ne représente plus que 80 % de sa valeur du début de la décennie.

4. Les résultats obtenus dans les secteurs autres que l'agriculture étaient mitigés. Le marché pétrolier était particulièrement défavorable, les cours ayant baissé tout au long de l'année en raison de la surproduction de l'OPEP. Les cours des métaux, notamment du cuivre et du nickel, ont enregistré une hausse spectaculaire. La demande de diamant a considérablement augmenté. Toutefois, les prix des boissons étaient faibles ou ont atteint leur niveau le plus bas, tel dans le cas du cacao. Les prix des produits de base ne représentaient, en moyenne, en 1988, que 54,2 % de leur niveau de 1980, soit une baisse de 12,9 % par rapport en 1987.

5. Le déficit du compte des opérations courantes s'est maintenu et était estimé à 10,8 milliards de dollars, soit une légère aggravation par rapport en 1987. Les exportations n'ont augmenté que de 2,6 % en valeur et 0,1 % en volume en raison de la chute des prix du pétrole et des boissons, tandis que les importations augmentaient de 8,2 % en valeur et de 1,2 % en volume.

6. La situation de la dette extérieure et du service de la dette de l'Afrique s'est empirée en 1988. La dette extérieure totale est passée de 220,3 milliards de dollars en 1987 à 230 milliards en 1988, soit une augmentation d'environ 4,4 %.

7. L'année 1989 laisse entrevoir des perspectives d'une amélioration modeste par rapport en 1988, à condition que l'économie internationale poursuive sa lancée et que les conditions climatiques soient favorables. Déjà, les pluies excessives et les inondations enregistrées dans différentes régions de l'Afrique australe, notamment en Zambie et au Malawi pendant le premier trimestre de 1989, menacent les perspectives d'une bonne récolte. Les taux d'intérêt croissants imposent déjà des dangers aux efforts de redressement des économies des pays lourdement endettés, et il faudrait prendre d'autres initiatives pour alléger le fardeau de la dette des pays africains. Les mesures d'allègement de la dette devraient intéresser un plus grand nombre de pays et porter sur un allègement plus substantiel.

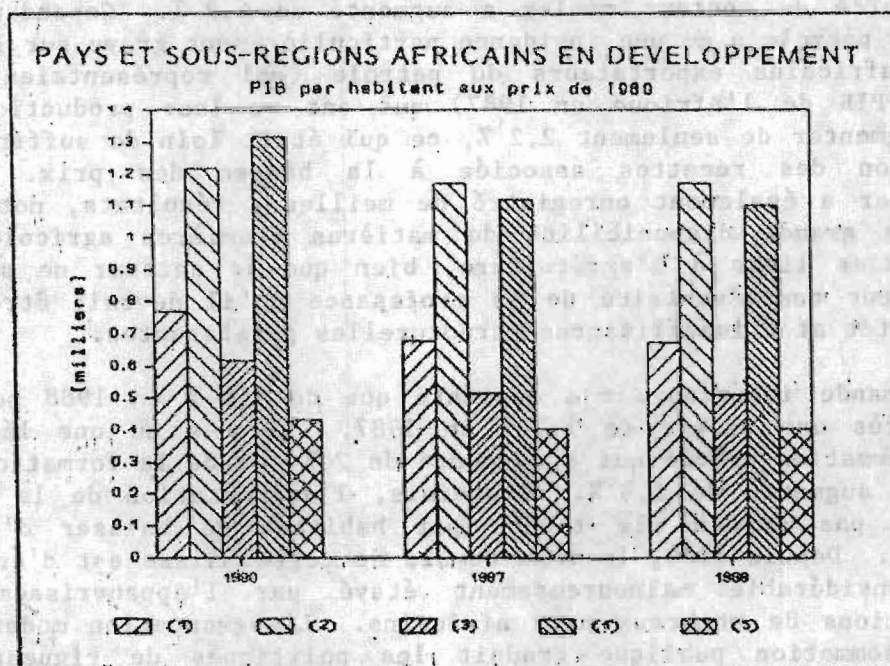


Figure 2 : (1) Pays africains en développement;
(2) Afrique du Nord; (3) Afrique subsaharienne;
(4) Exportateurs de pétrole; (5) Non exportateurs
de pétrole

8. La quasi-totalité des sous-régions a bénéficié de la relance modeste de l'activité économique : en Afrique du Nord, la production a augmenté de 2,4 % après une augmentation de seulement 0,4 % en 1987, et en Afrique subsaharienne, la croissance a atteint 2,1 % en 1988 contre seulement 1 % en 1987. En Afrique australe et dans les pays sahéliens, la performance

économique était meilleure, avec une augmentation de 3,6 % de la production, ce qui est légèrement supérieur au taux de croissance démographique. Les pays exportateurs de pétrole n'ont pu obtenir qu'une augmentation de 1,7 % de leur production contre 0,4 % en 1987 alors que la croissance de la production dans les pays non exportateurs de pétrole atteignait le niveau de croissance démographique qui se situait à 3,2 % contre 2,6 % en 1987. Parmi les pays non exportateurs de pétrole, ceux ne faisant pas partie du groupe des PMA ont enregistré une croissance moyenne de 3,9 % qui constitue leur meilleur résultat depuis 1985.

9. Presque tous les secteurs de l'économie africaine ont enregistré de meilleurs résultats en matière de production en 1988 qu'en 1987. La valeur ajoutée agricole a augmenté de 2,3 % alors qu'elle avait baissé de 0,3 % en 1987. Comme indiqué plus haut, cette situation est due à des conditions climatiques exceptionnellement favorables et à une réaction positive des producteurs face à une meilleure structure d'incitation. On estime que la valeur ajoutée du secteur minier a augmenté de 4,7 %. Cependant, la chute des prix du pétrole a eu une incidence particulièrement grave sur les économies des pays africains exportateurs du pétrole (qui représentaient, ensemble, 62,3 % du PIB de l'Afrique en 1987) qui ont vu leur production totale de pétrole augmenter de seulement 2,2 %, ce qui était loin de suffire à compenser la réduction des recettes associée à la baisse des prix. Le secteur manufacturier a également enregistré de meilleurs résultats, notamment suite à une plus grande disponibilité de matières premières agricoles destinées aux industries liées à l'agriculture, bien que le secteur ne soit toujours pas le moteur complémentaire de la croissance qu'il devrait être, en raison de difficultés et d'insuffisances structurelles persistantes.

10. La demande intérieure n'a augmenté que de 1,5 % en 1988 pour toute la région, après une baisse de 1,2 % en 1987. Il y a eu une légère reprise de la consommation privée qui a augmenté de 2 %, et de la formation de capital fixe qui a augmenté de 1,8 %. Toutefois, l'augmentation de la consommation privée n'a pas empêché le revenu par habitant de baisser d'un point de pourcentage. Depuis 1980, le taux cumulé de cette baisse est d'environ 20 %, chiffre considérable malheureusement étayé par l'appauvrissement visible des populations de nombreux pays africains. L'augmentation modeste de 0,8 % de la consommation publique traduit les politiques de rigueur appliquées dans toute la région. La pression inflationniste est passée à 21,3 % en 1988 contre 15,7 % en 1987.

11. L'accroissement de 1,8 % de la formation de capital fixe en 1988 constitue une évolution positive après une baisse de 5,3 % en 1987. Une baisse continue de près d'une décennie a ramené le taux de formation de capital de 21 % du PIB en 1980 à seulement 15 % en 1988. Il s'ensuivit, dans de nombreux cas, le non-renouvellement du stock de capital comme en témoignent le délabrement des bâtiments publics et la détérioration des systèmes de transport en Afrique. Le manque d'entretien de l'infrastructure est tel que dans certains pays, une grande partie de la campagne est pratiquement isolée des principales villes. Cette situation est aggravée par le fait que certains investissements

majeurs sont inutilisés en raison de défauts de conception ou sont simplement démantelés. La reprise modeste des investissements en 1988 ne constitue cependant pas un phénomène général et certains pays ou groupes de pays continuent à enregistrer une baisse en matière de formation de capital, comme c'est le cas par exemple, en Afrique du Nord, de la Jamahiriya arabe libyenne où les investissements sont essentiellement limités à l'exécution des projets en cours, notamment celui de la grande rivière artificielle. En Afrique subsaharienne, certains pays exportateurs de pétrole tels que le Cameroun, le Congo, le Gabon et le Nigéria, qui se sont embarqués dans des projets nécessitant de grands investissements au début de la décennie, ont dû réduire considérablement les dépenses prévues à cet effet.

12. Il va sans dire que le rythme de croissance de la production varie énormément d'un pays à l'autre. La répartition des pays selon le taux de croissance du PIB (tableau II) montre que si le nombre de pays ayant un taux de croissance négatif est passé de 14 en 1987 à seulement 6 en 1988, le nombre des pays ayant un taux de croissance négatif ou inférieur à 3 % a en fait augmenté, passant de 29 à 31. La plupart des pays, soit 25 contre 15 en 1987, se retrouvent avec un taux de croissance situé entre 0 et 3 %. Seuls 18 pays ont enregistré un taux de croissance de 3 % et plus (de 3 à 8 % et plus) en 1988 contre respectivement 27, 25 et 21 en 1985, en 1986 et en 1987. Ce nombre semble aller décroissant d'année en année.

Tableau II

Répartition des pays africains par taux de croissance du PIB, 1985-1988
(%)

| Croissance | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
|----------------|------|------|------|------|
| Négative | 10 | 13 | 14 | 6 |
| 0-3 | 13 | 12 | 15 | 25 |
| 3-6 | 16 | 20 | 16 | 15 |
| 6-8 | 3 | 3 | 4 | 3 |
| Supérieure à 8 | 8 | 2 | 1 | 1 |

Source : Secrétariat de la CEA.

II. RESULTATS PAR SOUS-REGION

13. Comme déjà indiqué, en Afrique du Nord, la production a augmenté de 2,4 % après une augmentation de seulement 0,4 % en 1987. Le Maroc a enregistré des résultats économiques particulièrement bons en raison en partie de conditions climatiques favorables (l'année 1987 a vu une sécheresse mais l'agriculture a connu une reprise en 1988 avec un taux de croissance considérable de 24 %) et des réformes introduites par le gouvernement. Les résultats obtenus en matière d'exportation étaient bons même s'ils n'ont pas atteint ceux, exceptionnels, de 1987. Les recettes touristiques en particulier ont enregistré une hausse spectaculaire. Dans le secteur manufacturier, la croissance de la valeur ajoutée est restée stable à environ 4 % par an, comparée à la tendance à la baisse et à la stagnation constatées au début de la décennie. L'investissement a crû rapidement alors que la balance des opérations courantes s'améliorait.

14. En revanche, l'Algérie, qui est un grand exportateur de pétrole, a été confrontée à de graves difficultés en 1988. La production agricole a considérablement baissé suite à la sécheresse et à l'invasion accridienne. Les recettes pétrolières ont été réduites en raison de la chute des prix du pétrole brut. Si l'Algérie a développé sa production de gaz naturel au point où les recettes d'exportation provenant de cette matière première sont maintenant supérieures à celles provenant du pétrole brut, elle a toutefois connu, en 1988, des problèmes nés de la réduction de la demande et des pressions exercées en vue d'un alignement des prix du gaz sur ceux, plus bas, du pétrole. Bien que les concentrés, le gaz naturel et les produits pétroliers raffinés représentent actuellement 80 % ou plus des exportations d'hydrocarbures, la production et les exportations d'hydrocarbures ont été, d'une manière générale, modestes en 1988.

15. En Afrique de l'Ouest, sous-région où la production n'a augmenté que de 2 % en 1988, les pays sahéliens ont enregistré des résultats particulièrement encourageants du fait des effets d'une pluviométrie supérieure à la moyenne sur l'agriculture. Le Niger a subi les conséquences défavorables de la baisse de la demande d'uranium et n'a pu enregistrer qu'une croissance de 1,8 % de son PIB. Les pays non sahéliens rencontrent d'énormes difficultés qui ont amené certains, comme la Sierra Leone, à déclarer un état d'urgence économique. L'industrie minière qui fournit l'essentiel des recettes d'exportation en Sierra Leone souffre d'une contrebande excessive, et la perte de revenu qui en résulte a été inévitablement compensée grâce à la politique du déficit budgétaire. En 1987-1988 par exemple, la masse monétaire a augmenté de plus de 50 % en Sierra Leone. En Côte d'Ivoire, l'économie a subi les effets pervers de la chute des cours du cacao et du café, et le service d'une dette insupportable estimé à 14,1 milliards de dollars a eu une influence dévastatrice sur l'investissement. L'économie stagne avec, en 1988, une croissance de seulement 0,8 %.

16. Le Ghana a également souffert des faibles cours du cacao. Néanmoins, son économie a enregistré une croissance estimée à 5,6 % en 1988. Cette performance s'explique essentiellement par l'abondance des pluies au cours de l'année et par une diversification des exportations avec l'or et le bois. La Gambie est un autre pays dont les résultats sont relativement encourageants, bien que les pressions inflationnistes continuent de préoccuper les autorités.

17. Jusqu'à la dévaluation du Naira, le Nigéria était la plus grande puissance économique de la région (représentant au moins le quart du produit total de l'Afrique en développement); il reste le plus gros exportateur de pétrole de l'Afrique. La chute des prix du pétrole a déclenché un processus de déclin économique dans ce pays; les ressources allouées aux importations ont considérablement diminué et les secteurs autres que le secteur pétrolier ont été affectés par les pénuries de facteurs de production importés et/ou par des prix relatifs défavorables. Le gouvernement, qui applique un programme d'ajustement depuis 1986, a largement libéralisé l'économie, mais les difficultés, subsistent. L'endettement extérieur est considérable, s'élevant, selon une estimation récente, à 29,4 milliards de dollars des Etats-Unis; pour l'année 1989, le service de la dette représenterait plus de 2 milliards de dollars. La valeur des exportations a chuté à 7,1 milliards de dollars en 1988 en raison du faible niveau du prix du pétrole, et du respect par le gouvernement du quota imposé par l'OPEP, soit environ 1,3 millions de barils par jour. En 1980, le montant des exportations était évalué à 26 milliards de dollars. Les exportations de produits non pétroliers connaissent une légère reprise, en partie grâce à l'impulsion donnée par le programme d'ajustement, mais les progrès restent modestes, les exportations de produits non pétroliers ne représentant que 5 % du total des exportations. Les restrictions appliquées aux importations ont un effet négatif sur l'économie, en particulier sur le secteur manufacturier où le taux d'utilisation de la capacité de production reste faible malgré une amélioration récente. Pour l'année 1988, le taux de croissance du PIB est estimé à 1,8 %, ce qui représente un net progrès par rapport au taux de croissance nul de 1986-1987. Le secteur agricole a enregistré un fort rendement, et le secteur manufacturier a commencé à s'orienter davantage vers l'utilisation de facteurs de production locaux. Mais le taux d'investissement reste faible, représentant seulement 8 % du PIB alors qu'il était supérieur à 16 % au début de la décennie.

18. En Afrique du Centre également les résultats sont restés faibles, malgré une légère amélioration par rapport à 1987. Les pays exportateurs de pétrole de la sous-région ont été durement touchés par la diminution des revenus pétroliers et par le poids du service de la dette. Dans le cas du Cameroun, la baisse irréversible de la production de pétrole ne pouvait qu'aggraver une situation économique déjà difficile. Le Zaïre, dont l'économie repose essentiellement sur les ressources minérales et qui est l'un des premiers producteurs mondiaux de cuivre et de cobalt, aurait dû - mais n'a pas su - tirer profit de la montée en flèche des prix du cuivre, qui sont passés de 62,13 cents la livre en 1986 à 117,93 cents en 1988. La production de cuivre n'a en effet pas augmenté au Zaïre malgré la forte demande. La production minière a même baissé en dépit des projections officielles de près de 7 % d'augmentation en volume, et les exportations ne semblent pas avoir augmenté en valeur. La production globale s'est accrue de moins de 2 %, soit le même taux moyen de croissance qu'au cours de la période 1980-1987.

19. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, les résultats ont été moins bons en 1988 qu'en 1987, le taux de croissance ayant atteint seulement 2,5 % en 1988 contre 3,8 % en 1987. A Madagascar, le taux de croissance économique n'a été que de 1,9 % bien que la production agricole ait augmenté ainsi que les exportations. La dévaluation de la monnaie, la libéralisation des échanges,

l'augmentation des prix à la production agricole n'ont encore donné aucune impulsion à l'économie, alors que les coûts sociaux de ces mesures ont été considérables en termes de diminution des revenus réels et d'augmentation des prix des denrées alimentaires et des services.

20. Pour le sous-groupe des pays de l'Afrique australe toutefois, la croissance a été favorisée par une pluviosité satisfaisante en 1988; leur taux de croissance a atteint 3,6 %, leur meilleur résultat depuis 1981. En Zambie, par exemple, la récolte de maïs a pratiquement doublé en 1988; avec 1,3 million de tonnes, le pays a atteint l'auto-suffisance. Au Zimbabwe, la valeur ajoutée dans le secteur agricole a augmenté d'au moins 25 % et l'on estime que le PIB a augmenté d'environ 6 %; le faible niveau d'investissement, la pression démographique croissante et le niveau élevé du service de la dette qui impose un contrôle strict des importations, restent cependant préoccupants. En Zambie, l'industrie minière est toujours handicapée par les restrictions relatives à l'importation de facteurs, et la production de cuivre pourrait être tombée à 419 000 tonnes; ainsi, le taux de croissance du PIB n'a été que de 2 %.

21. Dans ce bref panorama de l'économie des pays africains en 1988, deux pays n'ont pas été abordés - le Botswana et Maurice. Tous deux enregistrent des résultats exceptionnels depuis plusieurs années, bien que pour des raisons différentes - l'essor de l'industrie du diamant au Botswana et l'industrialisation rapide à Maurice. Au Botswana, grâce à l'industrie du diamant, le taux de croissance du PIB a été de 8,6 % en 1988, après une croissance moyenne de 11,7 % entre 1980 et 1987, alors que la croissance était de 1,1 % dans l'ensemble de l'Afrique en développement. A Maurice, le taux de croissance du PIB a atteint 5,7 % en 1988, soit un taux inférieur à celui des deux dernières années, mais les résultats sont restés impressionnants, l'augmentation de la production industrielle se situant à 12,5 %, l'accroissement (en volume) des exportations de biens et services à 16,4 %, et le ratio du service de la dette étant descendu à 10 % ou moins. L'expérience en matière de croissance et le modèle de développement de ces deux pays, même s'ils ne sont pas directement applicables ou adaptables à d'autres pays africains, montrent qu'à bien des égards, la région a la capacité de surmonter la crise actuelle. Toutefois, la croissance régionale ne pourra redémarrer et s'accélérer que lorsque les principaux pays seront parvenus à redresser de façon durable leur économie. Le tableau III présente les résultats des différentes sous-régions en 1987 et 1988. Il donne également, pour chaque sous-région, des projections plutôt optimistes mais pas irréalisables pour 1989 (voir Chapitre VIII, Perspective pour 1989 pour plus de détails).

Tableau III

Pourcentage de la production globale et taux de croissance
par sous-région et par groupe économique, 1987-1989

| | PIB par habitant en 1987 (en \$ 1980) | Pourcentage de la pro- duction en 1987 | Taux de croissance | | |
|--|--|---|--------------------|-------|-------|
| | | | 1987 | 1988* | 1989* |
| Afrique du Nord | 1 173.1 | 40.8 | 0.4 | 2.4 | 3.4 |
| Afrique au Sud du Sahara | 517.2 | 61.6 | 1.0 | 2.1 | 2.7 |
| Afrique du Centre | 502.7 | 10.0 | -2.2 | 1.5 | 1.9 |
| Afrique de l'Est et australe | 366.7 | 6.6 | 3.8 | 2.5 | 2.8 |
| Afrique australe | 389.5 | 4.3 | 2.2 | 3.6 | 1.1 |
| Afrique de l'Ouest | 677.9 | 32.7 | 0.2 | 2.0 | 2.5 |
| Pays du Sahel | 305.3 | 3.1 | 1.8 | 3.6 | 3.2 |
| Afrique au Sud du Sahara sauf Nigéria | 407.6 | 37.4 | 1.6 | 2.3 | 2.9 |
| Pays exportateurs de pétrole | 1 119.3 | 62.3 | 0.4 | 1.7 | 2.7 |
| Pays membres de l'OPEP | 1 331.3 | 46.5 | 1.5 | 2.1 | 2.4 |
| Pays non exportateurs de pétrole | 406.2 | 37.4 | 2.5 | 3.2 | 3.2 |
| PMA | 234.1 | 12.8 | 3.6 | 2.0 | 3.6 |
| Autres | 659.2 | 24.5 | 1.9 | 3.9 | 3.1 |
| Afrique en développement | 676.0 | 100.0 | 0.7 | 2.3 | 2.9 |

Source: Secrétariat de la CEA

* Estimations révisées.

** Projections (basées sur une hypothèse optimiste). Voir Chapitre VIII,
Perspectives pour 1989.

III. RESULTATS DU SECTEUR ALIMENTAIRE ET AGRICOLE

22. On a déjà fait état des excellents résultats obtenus dans ce secteur en 1988. Le tableau IV ci-après récapitule les résultats par sous-région pour les années 1986, 1987 et 1988. Il ressort de ce tableau que l'amélioration de la production agricole a été générale. Les causes de cette amélioration ont été déjà examinées, à savoir les très bonnes conditions climatiques sur tout le continent et la réaction des agriculteurs aux mesures d'incitation fournies dans le cadre des réformes de politiques introduites au cours des dernières années. Bien entendu, la situation alimentaire reste préoccupante dans certains pays, tels que l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie et le Soudan, principalement en raison de problèmes de sécurité. Les infestations acridiennes, qui avaient constitué une grave préoccupation en 1988, sont une menace qui ne s'est pas tout à fait estompée. S'y ajoute le problème de la vulnérabilité de l'agriculture africaine, qui est excessivement tributaire des conditions climatiques. C'est là un problème auquel il convient de s'attaquer, comme recommandé dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Ce n'est qu'à ce prix que l'on pourra maintenir des niveaux de production élevés.

Tableau IV

Taux de croissance de la production agricole par sous-région
(1986-1988)

| Sous-région | 1986 | 1987 | 1988 |
|--------------------------------------|-------|-------|------|
| Afrique du Nord | 4,08 | 0,65 | 4,69 |
| Afrique de l'Ouest | 6,46 | -3,50 | 1,98 |
| Afrique du Centre | 5,51 | -2,75 | 3,99 |
| Région des Grands Lacs | -0,06 | -0,59 | 1,78 |
| Afrique de l'Est et Afrique australe | 4,00 | -0,84 | 5,34 |
| Afrique en développement | 4,54 | -1,21 | 3,08 |

Source : Données rassemblées à partir des indices de production de la FAO; 1979-1981 = base 100 (Rome, novembre 1988).

23. L'un des meilleurs indicateurs de la production alimentaire est la production céréalière. Selon les dernières estimations de la FAO, la production céréalière a atteint 78,8 millions de tonnes en 1988 contre 65,3 millions en 1987, soit une progression de 20,7 %. En revanche, pour ce qui est des racines, des tubercules et des bananes plantains, qui constituent l'alimentation de base dans de nombreuses parties du continent (en Afrique de l'Ouest le long du Golfe de Guinée, dans la quasi-totalité de l'Afrique du Centre et dans beaucoup de régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe), la

production n'a augmenté que de 1,1 %. Il convient cependant de relativiser ce chiffre parce que la production des racines telles que le manioc n'est pas connue avec précision et que les racines et les tubercules constituent des réserves alimentaires auxquelles on a recours en cas de difficultés. Cependant, des rapports inquiétants font état d'une infestation des cultures de manioc par des insectes nuisibles et des mesures de protection semblent être d'une grande urgence.

24. Un examen pays par pays de la situation alimentaire n'est pas possible dans le présent contexte, mais quelques cas méritent d'être soulignés. Au Maroc, on a enregistré un redressement spectaculaire : la production céréalière a doublé grâce au retour d'une bonne pluviométrie. Il convient cependant d'apprécier ce résultat dans le contexte du climat sud-méditerranéen caractérisé par l'extrême variabilité du climat. En Afrique australe, plus précisément en Zambie, les 15,5 millions de sacs de maïs commercialisés ont été rassemblés avec une extrême difficulté, la récolte record ayant exercé une forte pression sur les infrastructures de stockage et de transport. Le Zimbabwe a de nouveau dégagé un surplus céréaliier exportable au cours de la campagne 1988-1989 et au Botswana, une sécheresse de six ans a pris fin, ce qui a fait progresser la production céréalière à 58 000 tonnes. En dépit des graves inondations de 1988 provoquées par la montée des eaux du Nil, le Soudan a enregistré une récolte céréalière record de 5,3 millions de tonnes contre seulement 1,7 million en 1987. Malgré ces bons résultats, la FAO a, dans un rapport publié en novembre 1988, estimé que les besoins en aide alimentaire pour 1988-1989 ne baisseraient que légèrement, à quelque 1,8 million de tonnes.

25. Les cultures industrielles ont également progressé, mais le problème est ici différent car une bonne récolte coïncide généralement avec une baisse des cours sur les marchés mondiaux. C'est particulièrement le cas du cacao. La production de cacao de l'Afrique en développement en 1988-1989 est estimée à 1 263 000 tonnes, soit 55,3 % du total mondial. Avec 700 000 tonnes, la Côte d'Ivoire est le premier producteur. Toutefois, les producteurs africains n'ont pas pu tirer parti de cette bonne récolte en raison de la forte chute des cours. D'importants stocks étant restés invendus, le cours journalier moyen de l'OIC a chuté de 24,7 % en 1988-1989 par rapport à l'année précédente, tombant à seulement 1 504 dollars la tonne, un cours qui est bien en deçà des coûts de production des planteurs ivoiriens. Etant le premier producteur mondial, la Côte d'Ivoire a essayé de renverser la tendance du marché et a, pendant près d'un an, refusé de mettre sa production sur le marché, sans toutefois obtenir les résultats escomptés. Un nouvel accord sur le cacao n'est toujours pas signé. La production de café a augmenté de 8,5 % en 1988, pour atteindre 1 340 000 tonnes. Les cours se sont mieux comportés que ceux du cacao, mais l'arabica a été le grand gagnant. Un accord international sur le café a été enfin signé à la fin de l'année, mais il semble favoriser l'arabica alors que les pays africains produisent en majorité du robusta.

26. La production africaine de viande est estimée à 6,9 millions de tonnes en 1988, soit 12 kg par habitant. Ces chiffres ne sont cependant que des approximations. Dans la plupart des pays africains où l'élevage est important, le bétail est élevé par des nomades ou des semi-nomades et l'importance du

cheptel est rarement connue avec précision. Il importe toutefois de souligner que le continent est tributaire des importations de viande, alors même que le Sahel a toutes les potentialités pour fournir les régions déficitaires telles que la côte Atlantique. Il y a une concurrence très serrée entre les importations à faible coût (en fait largement subventionnées) provenant de la CEE et celles en provenance des pays d'Amérique latine tels que l'Argentine.

27. Dans le secteur non alimentaire, notamment le secteur forestier, les résultats ont été assez bons, sauf en Afrique du Nord et dans les pays des Grands lacs. La situation du secteur forestier est préoccupante en raison d'une déforestation rapide et de la pénurie chronique de bois d'oeuvre et de bois de chauffe dans de vastes régions du Sahel et de l'Afrique de l'Est. Selon la FAO, les forêts denses et humides de l'Afrique tropicale disparaissent au rythme moyen de 1,3 million d'hectares par an; dans les savanes, ce chiffre atteint 2,5 millions d'hectares. Il convient de toute urgence d'accélérer les rythmes de reboisement. C'est ainsi qu'en 1987-1988, seulement 150 000 hectares de forêts auraient été plantés. Le bois de chauffe et le charbon constituent les principales sources d'énergie de la majorité de la population africaine, qui a dû consommer quelque 100 millions de m³ en 1988. Mais la rapide déforestation a créé des pénuries chroniques, qui sont évidentes dans le Sahel ou dans certains pays de l'Afrique, notamment l'Ethiopie. La déforestation menace en outre la fertilité des terres en raison de l'érosion accélérée qui en résulte et que l'on constate sur toute l'étendue du continent.

28. Si les bonnes conditions climatiques de l'année dernière expliquent dans une large mesure les bons résultats du secteur alimentaire et agricole, il ne faudrait pas sous-estimer les effets positifs de nombreuses mesures de réforme. Beaucoup de pays africains sont très près d'atteindre l'objectif fixé dans le Programme prioritaire, à savoir allouer au secteur alimentaire agricole 20 à 25 % des investissements publics. Quelques pays ont même dépassé ce chiffre. En fait, plusieurs des réformes de politique recommandées dans le Programme prioritaire et dans le Programme d'action des Nations Unies ont été à présent mises en oeuvre et commencent à donner de bons résultats. Les exemples abondent. C'est ainsi qu'en Zambie, les prix payés aux producteurs ont été fortement augmentés, en particulier pour le maïs, ce qui a considérablement encouragé la production. A part quelques mauvaises récoltes dues à la sécheresse, comme en 1987, la Zambie a atteint l'autosuffisance en ce qui concerne le maïs. En fait, la production de 1988 a excédé les capacités de stockage et de transport. Il en est de même en République-Unie de Tanzanie. Suite au relèvement des prix payés aux producteurs et à la réduction de subventions des produits alimentaires dans les villes, la production alimentaire a fortement augmenté. En Guinée-Bissau, le relèvement des prix payés aux producteurs de riz s'est traduit par une augmentation des superficies cultivées. On observe la même situation dans la Guinée voisine, où l'accroissement de la production de riz a permis de réduire les importations. Toujours en Guinée, la libéralisation du secteur de la pêche décidée en 1986 s'est traduite par une forte augmentation de la production de poisson. De nombreux autres exemples sont là pour prouver que le relèvement des prix payés aux producteurs et d'autres mesures d'incitation tendent à stimuler la production de cultures d'exportation et de cultures industrielles. C'est ainsi qu'au Ghana, depuis que les prix du cacao ont été relevés par rapport aux cours mondiaux, la production a

progressé d'au moins 22 % sans pour autant que les surfaces cultivées ne soient augmentées. Au Nigéria, plusieurs mesures telles que le relèvement des prix sur la base des cotations du marché, l'abolition des offices de commercialisation agricole et l'interdiction des importations céréalières, ont fortement stimulé la production. Les exportations de cacao ont doublé en 1988 par rapport à l'année précédente et ce, malgré la chute des cours. L'un des inconvénients de ces mesures est que les prix des denrées alimentaires ont fortement augmenté au Nigéria : le prix du pain aurait ainsi augmenté de 2 000 %. En Ethiopie, où le Gouvernement met en oeuvre des réformes radicales de grande envergure dans les campagnes, les prix payés aux producteurs ont été relevés et on envisage de créer un marché libre pour la vente de la production céréalière excédant les quotas devant être livrés à l'Office de commercialisation agricole.

29. Des données disponibles sur la plupart des pays, il ressort que d'autres changements sont introduits dans le domaine de l'agriculture. La plupart de ces changements vont dans le sens de la promotion de la petite agriculture, à la différence des politiques antérieures qui privilégiaient les grands projets contrôlés par l'Etat. L'Algérie est l'un des pays où la réforme du secteur agricole a été probablement le plus poussée. Le système des "exploitations auto-gérées" ou des coopératives socialistes mis en place après l'indépendance a été démantelé et la plupart des terres ont été allouées à de petits groupes de partenaires et à des exploitants privés. Ailleurs, c'est-à-dire là où l'Etat intervient directement dans la production, la tendance actuelle est de donner aux agriculteurs un plus grand poids dans la prise de décision concernant la gamme de production.

30. Toutefois, le rendement agricole reste faible et il convient de toute urgence de s'attaquer au problème de l'extrême vulnérabilité du secteur aux conditions climatiques. Les politiques actuelles ne sont pas en mesure de remédier à cette situation et une répétition de la crise liée à la sécheresse reste une sérieuse possibilité. Les investissements dans le secteur agricole restent faibles et largement insuffisants eu égard à la nécessité urgente d'améliorer les techniques agricoles et les structures d'appui au secteur. La révolution verte est encore loin d'être une réalité en Afrique.

IV. LES COURS DES PRODUITS DE BASE

31. Les cours du pétrole brut, qui au début de l'année s'étaient stabilisés à 18 dollars le baril, ont chuté dès que l'OPEP a dépassé son quota de production. Les cours sont tombés jusqu'à 12 dollars en octobre; ils se sont relevés en novembre, mais seulement après que l'OPEP eut adopté une nouvelle structure de quotas. Un nouveau quota global de 18,5 millions de barils/jour a été adopté pour la première moitié de 1989, alors que la production avait atteint 23 millions de barils/jour en décembre 1988.

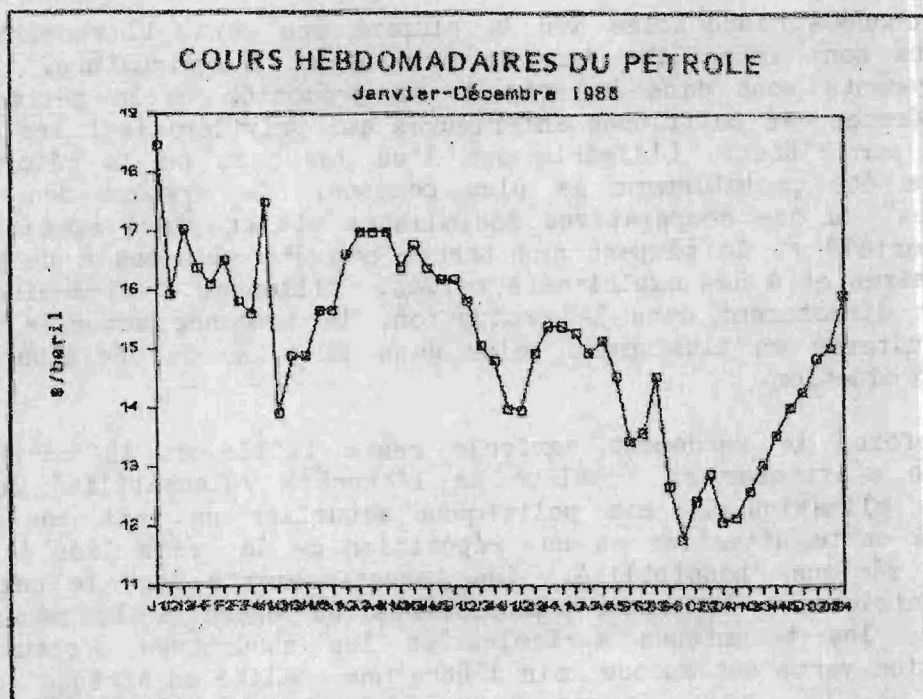


Figure 3

32. Les exportateurs africains de pétrole, dont la production représente plus de 60 % du total africain, ont particulièrement souffert de la chute des cours en 1988. C'est ainsi que les recettes d'exportation du Nigéria sont tombées à seulement 6,2 milliards de dollars, soit 1 milliard de moins qu'en 1987. Dans la Jamahiriya arabe libyenne, les effets conjugués de la chute des cours et de la diminution des quotas de production ont quasiment freiné la croissance économique. La production de pétrole en Afrique, qui avait stagné en 1987 autour de 241 millions de tonnes, a légèrement progressé en 1988, atteignant selon les estimations 246,4 millions de tonnes; dans les pays non membres de l'OPEP, la production a progressé de 2,7 % pour atteindre 87,7 millions de tonnes, soit 35,5% de la production totale des pays africains en développement. Les faits nouveaux les plus notables sont la hausse continue de la production

de l'Angola qui, avec 23,3 millions, est devenu le cinquième producteur africain. De nouveaux gisements ont été découverts, notamment au Gabon et au Congo. Au Gabon, la production est tombée en 1987 à 7,7 millions de tonnes avant de se redresser en 1988 pour atteindre 8,04 millions de tonnes; la découverte du nouveau gisement Rabi Kounga devrait permettre d'augmenter la production au cours des prochaines années. Par contre, la production du Cameroun a continué de baisser, tombant à 7,8 millions de tonnes contre 9,2 millions en 1985. On trouvera dans le tableau V ci-après le détail de la production entre 1984 et 1988 dans les quatre pays africains membres de l'OPEP et dans les huit pays non membres.

Tableau V

Production pétrolière dans les pays africains en développement, 1984-1988
(en millions de tonnes)

| | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Algérie | 35,20 | 34,00 | 30,10 | 32,00 | 31,60 |
| Gabon | 8,73 | 8,63 | 8,30 | 7,73 | 8,04 |
| Libye | 50,00 | 50,60 | 52,00 | 49,00 | 50,80 |
| Nigéria | 69,40 | 75,00 | 74,00 | 67,00 | 68,30 |
| Pays membres OPEP | 163,33 | 168,23 | 164,40 | 155,73 | 158,74 |
| Angola | 10,40 | 11,70 | 14,20 | 18,10 | 23,20 |
| Cameroun | 7,80 | 9,20 | 8,90 | 8,30 | 7,80 |
| Congo | 6,00 | 5,80 | 5,96 | 6,30 | 7,10 |
| Côte d'Ivoire | 1,12 | 1,08 | 0,86 | 0,75 | 0,66 |
| Egypte | 41,20 | 44,30 | 40,20 | 45,20 | 42,60 |
| Ghana | 0,10 | 0,10 | 0,10 | 0,10 | 0,10 |
| Tunisie | 5,49 | 5,40 | 5,25 | 4,99 | 4,80 |
| Zaïre | 1,62 | 1,69 | 1,64 | 1,59 | 1,41 |
| Pays non membres OPEP | 73,73 | 79,27 | 77,11 | 85,33 | 87,66 |
| Total général | 237,06 | 247,50 | 241,51 | 241,06 | 246,40 |

Sources : Mining Annual Review, 1988 (London Mining Journal, 1987); Monthly Bulletin of Statistics et secrétariat de la CEA.

33. Le faible niveau des cours du pétrole a créé des problèmes particuliers à l'Algérie qui s'appuie de plus en plus sur les condensés, le gaz naturel et les produits pétroliers raffinés, qui ne sont pas soumis au système de contingentement de l'OPEP. Les acheteurs du gaz algérien ont demandé une réduction des quantités qu'ils enlèvent ainsi que des prix, sur l'exemple du pétrole brut. Exprimé en équivalent d'énergie, le prix du gaz pourrait être inférieur à 2 dollars par million de BTU. Cependant à la fin du mois de janvier, l'Algérie a pu signer un nouveau contrat avec l'un de ses principaux clients, Gaz de France, qui paiera 2,30 dollars par million de BTU, contre 1,30 à 1,97 précédemment.

34. Les cours des métaux sont montés en flèche en 1988, comme il ressort du tableau VI ci-après. Le cuivre a terminé l'année à près de 1,6 dollar la livre et le cours moyen a progressé de 45,9 % par rapport à 1987. Les cours de l'aluminium ont progressé encore plus nettement : 62,7 %. Les cours du nickel ont plus que doublé, augmentant de 182,6 % en 1988. Les ventes de diamants ont été très soutenues et les cours ont progressé de 13,5 % en mai 1988 après une augmentation de 10 % en 1987. En revanche, les cours de l'or ont baissé, quoiqu'à un taux faible (1,8 %), et les cours de la bauxite n'ont pas varié. Les cours du minerai de fer ont progressé de près de 4 % sur les marchés internationaux, mais un des grands producteurs africains, à savoir la Mauritanie, a dû diminuer les prix de ses exportations de 4 % en 1988, bien que leur volume ait augmenté de 7 %.

Tableau VI
Cours des minéraux, 1984-1988
(en dollars par unité)

| | Unité | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
|----------------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Aluminium | livre | 0,57 | 0,47 | 0,52 | 0,71 | 1,16 |
| Cobalt | livre | 12,50 | 12,50 | 11,70 | 11,70 | 7,00 |
| Cuivre | livre | 0,62 | 0,64 | 0,62 | 0,81 | 1,18 |
| Nickel | livre | 2,16 | 2,22 | 1,76 | 2,21 | 6,25 |
| Bauxite | tonne | 164,95 | 164,28 | 164,85 | 164,76 | 164,76 |
| Manganèse | tonne | 143,21 | 141,01 | 140,83 | 131,50 | 134,00 |
| Phosphate | tonne | 38,25 | 33,92 | 34,37 | 31,95 | 34,75 |
| Or | once | 360,36 | 317,18 | 367,68 | 444,50 | 437,48 |
| Diamant | carat | 52,74 | 37,52 | 45,46 | 54,15 | 61,46 |
| Minerai de fer | tonne | 23,11 | 22,66 | 21,89 | 22,23 | 23,12 |
| Uranium | livre | 31,11 | 32,20 | 30,00 | 36,67 | 37,76 |
| Pétrole brut | baril | 28,74 | 27,60 | 14,42 | 18,38 | 14,88 |
| Gaz naturel | tep | 144,02 | 144,53 | 132,45 | 93,77 | 99,95 |

Sources : International Financial Statistics; Energy prices and taxes, deuxième trimestre 1988 (OCDE, Paris) et secrétariat de la CEA.

35. Toutefois, les deux premiers producteurs africains de cuivre, le Zaïre et la Zambie, n'ont pas pu tirer pleinement parti du boom des métaux, en raison de problèmes de production. Le secteur minier dans son ensemble s'est relevé en 1988, la croissance de sa valeur ajoutée étant estimée à 4,7 % contre une baisse de 3,1 % l'année précédente. Mais le pétrole est inclus dans ce chiffre et l'on ne dispose pas encore d'une estimation de la production minière (à l'exclusion du pétrole) en 1988.

36. Les cours du café ont connu une tendance contrastée selon la variété : ceux de l'arabica ont augmenté de 6,7 % en moyenne en 1988 alors que ceux du robusta ont baissé de 8 %. L'accord conclu à la fin de l'année est plutôt favorable à l'arabica, ce qui est au détriment de la majorité des pays africains, qui produisent du robusta. En outre, cet accord prévoit un nouveau système de contingentement qui n'avantage les producteurs de robusta que si le différentiel entre les prix indicateurs du robusta et ceux de l'arabica est inférieur à 25 %. C'est ainsi qu'en décembre, le Kenya et l'Ethiopie se sont vu attribuer des quotas supplémentaires : 70 000 sacs pour le premier et 68 000 sacs pour le second.

37. Comme précédemment indiqué, les cours du cacao ont chuté en 1988. Etant donné le grand déséquilibre entre l'offre et la demande, les cours ont plongé, se situant au troisième trimestre de 1988 à 28,2 % en dessous de la moyenne de 1987, leur plus bas niveau depuis six ans. La Côte d'Ivoire a même retiré sa production du marché, ce qui n'a cependant pas eu d'effets notables sur les cours. Le Ghana a réduit ses pertes en vendant à terme, mais ses gains ont été modestes car la chute des cours n'a pas épargné les marchés à terme. Les récentes informations ne permettent pas d'espérer une amélioration dans l'immédiat : Gill and Duffus estime qu'en 1988-1989, la production mondiale de cacao excédera la consommation de quelque 199 000 tonnes.

38. Les cours du thé ont été déprimés mais ceux du thé kenyan sont restés plus ou moins stables, ne baissant que d'un taux marginal de 0,4 %. Le principal perdant a été le Malawi, dont les cours du thé ont chuté de 5,1 %.

39. En revanche, les cours du sucre sont restés extrêmement fermes, progressant en moyenne de près de 50 % sur le marché libre, à plus de 10 cents la livre alors qu'ils avaient chuté à seulement 4 cents la livre en 1985. Le niveau élevé des cours était apparemment dû à la grave sécheresse aux Etats-Unis durant l'été 1988, et au fait que les quotas d'exportation de sucre vers les Etats-Unis avaient été relevés pour certains pays africains tels que le Malawi, Maurice et le Swaziland.

40. Les cours du coton se sont par contre effondrés, perdant près de 15 % sur le marché de Liverpool. Cette chute a gravement affecté des pays comme le Tchad et le Soudan, dont le coton est le principal produit d'exportation.

41. Les cours des produits de base en 1988 présentent donc une image contrastée : alors que les cours des métaux ont connu un boom, plusieurs produits d'exportation clés ont enregistré de fortes baisses qui se sont traduites par des manques à gagner notables et parfois considérables pour les pays intéressés. Un indice global montre que les cours des produits d'exportation ont dans l'ensemble baissé de 12,9 % en 1988.

V. COMMERCE ET FLUX DE RESSOURCES

42. Le commerce mondial a progressé de 8,5 % en 1988, les pays industrialisés enregistrant l'une des plus longues périodes de reprise économique de leur histoire. Le commerce africain n'a toutefois pas profité de ce boom. Comme l'indique le tableau VII, les exportations n'ont progressé que de 2,6 %, à 54,9 milliards de dollars, contre 8,7 % en 1987. En volume, la croissance des exportations est encore plus faible : 0,1 %. Ces résultats décevants sont la conséquence de la baisse des recettes d'exportation du pétrole, qui constitue près de 60 % des exportations totales de l'Afrique en développement. En 1988, ces recettes ont baissé de 2,9 % à la suite de la chute de 19 % des cours du pétrole. Les importations ont quant à elles progressé de 8,2 % en valeur en 1988, mais cette croissance est principalement due à l'augmentation des prix des importations, car en volume, elles n'ont progressé que de 1,2 %.

43. Le déficit commercial est passé à 12,7 milliards de dollars contre 8,9 milliards en 1987. Le commerce africain est déficitaire depuis 1980 et le déficit cumulé résultant des premiers effets de la détérioration des termes de l'échange a à présent atteint 57 milliards de dollars, ce qui représente une perte de recettes d'exportation au rythme de 5 % par an.

Tableau VII
Echanges de marchandises de l'Afrique en développement, 1987-1989
(Evolution annuelle en pourcentage)

| | 1987 | 1988a/ | 1989b/ |
|----------------------------------|------|--------|--------|
| Exportations | | | |
| Valeur c/ | 8,7 | 2,6 | 7,9 |
| Volume d/ | -2,9 | 0,1 | 4,7 |
| Valeur unitaire | 11,5 | 2,5 | 3,1 |
| Importations | | | |
| Valeur c/ | 3,3 | 8,2 | 7,1 |
| Volume d/ | -5,3 | 1,2 | 2,5 |
| Valeur unitaire | 8,6 | 7,0 | 4,7 |
| Termes de l'échange | 2,9 | -4,5 | -1,6 |
| Pouvoir d'achat des exportations | -1,0 | -4,4 | 3,0 |

Source : Estimations de la CEA basées sur les données du FMI et des sources nationales.

Notes :

a/ Estimations préliminaires

b/ Prévisions

c/ Exprimée en dollars

d/ En prix de 1980

44. Principalement en raison de la chute des cours pétroliers en 1988, les termes de l'échange ont baissé de 4,5 % en 1988 et le pouvoir d'achat des exportations de 4,4 %. L'année a vu des augmentations substantielles des cours de certains produits d'exportation du continent, essentiellement les métaux, mais la chute des cours du pétrole et des produits de base agricoles a réduit la portée de ces augmentations. L'indice des prix de gros des produits de base, établi par la CEA, a baissé de 12,8 % après une hausse de 20,8 % en 1987.

45. La structure du commerce africain n'a guère changé en 1988, à l'exception du fait que la chute des cours pétroliers a réduit la part des combustibles minéraux dans les exportations totales. En 1986, la dernière année pour laquelle on dispose de données complètes sur le commerce des produits de base, les produits primaires ont représenté 85,5 % des exportations totales, contre seulement 14,5 % pour les biens manufacturés. Après les combustibles minéraux, les denrées alimentaires et les boissons représentent le plus important poste dans les exportations africaines. Les principales importations du continent sont des biens manufacturés (70,1 %) suivis par les denrées alimentaires et les boissons (16,5 %). De nombreux pays de la région sont des importateurs nets de produits alimentaires, en particulier les pays de l'Afrique du Nord, qui sont fortement tributaires des importations céréalières. Pour l'année 1988-1989, l'Egypte à elle seule, a importé 6,2 millions de tonnes de blés et de céréales secondaires, soit près du tiers des importations céréalières totales de l'Afrique. En outre, en raison de la sécheresse, la Tunisie et l'Algérie ont nettement accru leurs importations en 1988.

Tableau VIII
Indices des prix de gros des produits de base, 1986-1988
(1980 = base 100)

| Produit | Référence | 1986 | 1987 | 1988 |
|--|---------------------------------------|-------|-------|-------|
| Pétrole | Brent de la mer du Nord | 45,5 | 58,0 | 46,9 |
| Café | Ouganda (New York) | 100,7 | 69,6 | 64,2 |
| Cacao | Ghana (Londres) | 78,1 | 74,2 | 63,7 |
| Coton | Egypte (Liverpool) | 103,3 | 106,2 | 137,0 |
| Arachides | Nigéria (Londres) | 198,5 | 192,1 | 401,7 |
| Thé | Cours moyen des enchères (Londres) | 86,6 | 76,8 | 78,9 |
| Sucre | (CEE, Londres) | 84,3 | 94,8 | 102,9 |
| Grumes | Malaisie (Tokyo) | 77,4 | 113,3 | 119,3 |
| Phosphates | Maroc (Casablanca) | 73,6 | 68,4 | 77,1 |
| Minéral de fer | Brésil (ports de la mer du Nord) | 80,3 | 81,6 | 83,9 |
| Cuivre | (Londres) | 62,7 | 81,5 | 114,7 |
| Indice des prix des produits de base (CEA) | | 51,5 | 62,2 | 54,2 |

Source : FMI, International Financial Statistics et estimations de la CEA.
Pour les cours pétroliers, The Economist, Londres.

46. Les pays développés à économie de marché restent les principaux partenaires de l'Afrique en développement, fournissant 74,3 % de ses importations et achetant 81 % de ses exportations en 1987. Les échanges avec les autres groupements économiques sont demeurés relativement faibles, en particulier avec les autres pays en développement. Toutefois, on constate une progression notable des importations en provenance des pays asiatiques, en particulier des pays nouvellement industrialisés tels que la Corée du Sud, Taïwan et Singapour. Ces pays semblent jouer un rôle de plus en plus important comme fournisseurs de biens manufacturés. En revanche, le commerce intra-africain reste déprimé : autour de 4 % du commerce total.

47. Etant donné la part écrasante des pays de l'OCDE dans les échanges africains, la mise en place en 1992 d'un marché européen unique est une question d'une importance capitale pour les pays africains. Dans le cadre des négociations en cours concernant la quatrième Convention CEE/ACP, la CEE a donné des assurances aux pays ACP concernant leur accès futur au marché européen, mais à ce jour il n'y a ni mesure précise ni garantie sur ce point. Lors de l'examen à mi-parcours des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, effectué à Montréal (Canada) en décembre 1988, un accord s'est fait sur des propositions visant à abaisser les barrières douanières pour les produits tropicaux. Mais les Etats-Unis ont lié cet accord à un autre accord sur les échanges de produits agricoles avec la CEE, en particulier sur le problème du protectionnisme et des subventions.

48. L'aggravation du déficit commercial africain a conduit à une nette détérioration de la situation des comptes courants en 1988. Exprimé en valeur f.o.b., le déficit commercial est passé à 2,5 milliards de dollars alors qu'un excédent de 600 millions avait été enregistré en 1987. Le déficit des comptes des services ayant atteint 16,7 milliards de dollars et les transferts privés restant quasiment inchangés, le déficit des comptes courants, non compris les transferts publics, est passé à 13,5 milliards de dollars en 1988 contre 9,7 milliards en 1987. Si l'on inclut les transferts publics, le déficit sera de 10,2 milliards de dollars en 1988 contre 7,2 milliards en 1987. En pourcentage du PIB, le déficit a ainsi atteint 3,5 % en 1988 contre seulement 2,5 % en 1987.

49. Les mouvements des capitaux sont difficiles à analyser en raison de l'imprécision des données et de l'absence d'informations concernant plusieurs postes. Il est cependant clair que les réserves ont fortement baissé, d'au moins 1,1 milliard de dollars. Les données les plus récentes du FMI font état d'une baisse de près de 2 milliards de dollars.

Tableau IX
Flux de ressources vers l'Afrique sub-saharienne,
1980, 1985, 1986 et 1987
(en milliards de dollars)

| | 1980 | 1985 | 1986 | 1987 |
|---|------|------|------|------|
| Fonds publics pour le développement | 10,4 | 11,9 | 14,9 | 18,2 |
| Aide publique au développement | 8,7 | 10,6 | 12,9 | 14,6 |
| Bilatérale | 6,2 | 7,3 | 8,9 | .. |
| Multilatérale | 2,5 | 3,3 | 4,0 | .. |
| Autres fonds publics pour le développement | 1,7 | 1,3 | 2,0 | 3,6 |
| Crédits à l'exportation | 1,9 | 0,8 | 0,4 | 0,0 |
| Flux privés | 2,8 | 2,2 | 2,2 | 2,3 |
| Flux totaux | 15,1 | 14,9 | 17,5 | 20,5 |
| Poste pour mémoire : | | | | |
| Flux totaux en prix et aux taux de change de 1986 | 17,3 | 18,3 | 17,5 | 17,9 |

Source : OCDE, Financing and External Debt of Developing Countries, 1987 Survey (Paris, 1988).

50. Les données disponibles concernant les flux de ressources confirment que les apports de capitaux ont stagné en termes réels. Selon les données de l'OCDE concernant l'Afrique sub-saharienne, les flux totaux de ressources vers la région ont, en termes nominaux, atteint 20,5 milliards de dollars en 1987, soit 17,1 % de plus qu'en 1986. Mais en termes réels (en prix de 1986), la croissance n'est que de 2,3 %; par rapport à 1985, on enregistre même une baisse de 2,2 %. Lorsqu'on examine la structure des flux de ressources, on découvre que les crédits à l'exportation sont tombés à un niveau négligeable, contre 1,9 milliard en 1980, et que les flux privés sont en 1987 inférieurs au niveau de 1980. C'est principalement l'aide publique au développement qui a progressé au cours des années, pour représenter 88,6 % des flux totaux en 1987 contre 69 % en 1980. Cette évolution, même si elle signifie que les ressources sont obtenues par l'Afrique sub-saharienne à des conditions plus généreuses, implique que les ressources destinées à l'investissement sont moins importantes que par le passé, étant donné qu'une grande partie des flux publics n'est pas directement utilisée pour l'investissement, alors que c'est le contraire pour les flux privés.

VI. LA SITUATION DE LA DETTE

51. La situation de la dette extérieure de l'Afrique s'est aggravée en 1988 et l'on s'attend à ce qu'elle devienne encore plus critique en 1989 et au-delà. L'encours total de la dette extérieure s'est fortement accru depuis 1980 pour atteindre environ 230 milliards de dollars en 1988. Ce chiffre équivaut à 81,1 % du PIB total de la région et représente environ 314,2 % des exportations de biens et de services. En fait, pour certains pays comme la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mozambique, la Somalie et le Soudan, le ratio dépasse actuellement 1 000 %. Durant les trois années comprises entre 1985 et 1988 le stock de la dette s'est accru d'environ 55,6 milliards de dollars, soit l'équivalent des recettes d'exportation d'une année entière.

52. En dépit des rééchelonnements répétés et des difficultés croissantes pour obtenir de nouveaux prêts, le volume de la dette a augmenté d'environ 10 milliards de dollars pour la seule année 1988. Cet accroissement reflète essentiellement les effets d'appréciation associés à la baisse continue de la valeur extérieure du dollar des Etats-Unis, l'accumulation des arriérés et la capitalisation des taux d'intérêt étant donné que les nouveaux prêts ne se sont accrus que de façon marginale. L'augmentation continue du volume de la dette et du ratio de la dette souligne le poids excessif imposé aux économies africaines et leur vulnérabilité face à l'évolution extérieure défavorable. Une compréhension correcte de la crise de la dette africaine nécessite donc la prise en compte de l'évolution défavorable concomitante des prix des produits de base et des flux de ressources ainsi que des efforts d'ajustement en cours.

Tableau X

Pays africains en développement : Dette extérieure et service de la dette
1985 - 1988

| | 1985 | 1986 | 1987 | 1988* |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Milliards de dollars | | | | |
| Dette | 174,4 | 190,0 | 220,3 | 230,0 |
| dont | | | | |
| Afrique du Nord | 78,9 | 91,9 | 100,5 | 104,2 |
| Afrique subsaharienne | 95,5 | 98,1 | 119,8 | 125,8 |
| Service de la dette | 24,3 | 26,4 | 26,1 | 29,3 |
| dont | | | | |
| Afrique du Nord | 12,3 | 12,7 | 12,0 | 12,4 |
| Afrique subsaharienne | 12,0 | 13,7 | 14,1 | 16,9 |
| Poids de la dette | | | | |
| Dette/PIB | 52,6 | 62,2 | 71,0 | 81,1 |
| Dette/exportations | 205,2 | 289,6 | 308,5 | 314,2 |
| Service de la dette/ exportations | 28,6 | 40,2 | 36,3 | 40,0 |
| dont | | | | |
| Afrique du Nord | 29,9 | 49,7 | 39,2 | 40,1 |
| Afrique subsaharienne | 27,3 | 36,2 | 34,6 | 40,0 |

Sources : OECD, Financing and External Debt of Developing Countries, 1986 Survey (Paris, 1987);
OECD, External Debt Statistics (Paris, 1988);
IMF, World Economic Outlook (October, 1988);
World Bank World Debt Tables, 1988-1989 Edition;
African Economic Deficit, Issues; and ECA Secretariat

* Estimations préliminaires

53. Le fardeau de la dette, en termes d'obligations prévues ou d'obligations effectives au titre du service de la dette, s'est également accru. De nombreux pays souffrent présentement de la double pression de la hausse des obligations au titre du service de la dette et de l'effondrement des prix des exportations. On estime que les versements prévus au titre de la dette sont passés de 26,1 milliards de dollars en 1987 à 29,3 milliards de dollars en 1988, soit environ l'équivalent de 40 % des recettes d'exportation de la région. L'augmentation des obligations du service de la dette a coïncidé avec l'érosion de la capacité de la région à assurer le paiement du service de sa dette du fait de la baisse des prix et de la demande de ses exportations et de la détérioration des termes de l'échange. Les récents rééchelonnements et la tendance d'un nombre croissant de pays d'accumuler des arriérés a, cependant, maintenu le ratio réel du service de la dette bien au-dessous des niveaux prévus. Cet écart entre les obligations et la capacité réelle d'assurer le service de la dette qui s'est reflété dans l'augmentation du volume des arriérés est en train de faire peser de nouvelles pressions sur les efforts de redressement. Les arriérés dus aux institutions multilatérales, à savoir le FMI et la Banque mondiale et aux banques commerciales bloquent de nouveaux engagements et, en fin de compte, les décaissements à partir de ces sources et constituent de ce fait des obstacles importants pour les pays africains.

54. Un certain nombre de mesures et d'initiatives ont été prises ou proposées récemment en vue d'alléger le fardeau de la dette. Tout en allégeant temporairement le poids de la dette, ces mesures n'ont fait que différer les paiements et ont entraîné la capitalisation des taux d'intérêt aux prix du marché, ce qui se traduira finalement par un nouvel accroissement du stock de la dette.

55. Les plus récentes initiatives sur la dette aussi bien de la part des créanciers que des pays débiteurs reflètent la préoccupation croissante à propos de l'impact préjudiciable de la crise actuelle de la dette. A cet égard, le communiqué du sommet de Toronto de juin 1988 des principaux pays industrialisés, a constitué un événement en ce sens qu'il a reconnu la nature générale du problème de la dette des pays pauvres, en particulier en Afrique, qu'il a encouragé une souplesse accrue en matière d'accords de rééchelonnement de la dette et qu'il a préconisé à cet effet un plus grand appui à des conditions libérales. Cela a conduit à l'adoption d'une variété d'options pour le rééchelonnement de la dette par l'intermédiaire du Club de Paris comportant l'annulation jusqu'à un tiers du service de la dette durant une période de consolidation et la restructuration du reste au taux du marché sur une longue période; la réduction des taux d'intérêt; et des délais de remboursement plus longs. Les pays africains ont, de leur part, continué à insister sur l'adoption d'une approche régionale à la question de la dette grâce à la tenue d'une Conférence internationale sur la dette africaine étant donné que leurs problèmes sont les mêmes. Le problème est que l'approche au cas par cas préférée par les créanciers n'a pas jusqu'à présent tenu compte de cette identité de circonstances et de problèmes et a davantage réduit la marge de manoeuvre et la capacité des pays africains à s'en sortir en liant l'allègement de la dette à l'adoption de programmes d'ajustement orthodoxes.

VII. SITUATION SOCIALE

56. Les insuffisances des politiques de développement passées en Afrique caractérisées par les injustices sociales et la pression de la récession, la dette et la sécheresse ont abouti pendant la deuxième moitié des années 80 à une situation sociale extrêmement difficile. Cela s'est traduit par une forte baisse des conditions de vie, des revenus, des niveaux de l'emploi, des normes en matière de santé, d'alimentation et d'enseignement. En 1987-1988, la pauvreté s'est généralisée aussi bien dans les zones urbaines que rurales de la région, affectant entre 50 et 75 % de la population. Dans de nombreux cas, ces conditions sociales défavorables ont été aggravées par les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel adoptés par les pays africains pour restaurer la balance financière et l'équilibre macro-économique.

57. Comme déjà noté, l'économie africaine a enregistré de médiocres résultats, à savoir 0,7 % en 1987 et l'estimation provisoire de 2,3 % de croissance du PIB en 1988 indique à peine un bien-être minimal pour la majorité de la population qui continue de croître à une moyenne annuelle de 3 %. L'inflation qui est passée d'un taux estimatif de 15,7 % en 1987 à 21,3 % en 1988, a placé les biens de consommation et les services importés hors de portée de la majorité des populations. La fréquence de la sécheresse, des inondations et des guerres civiles dans des pays tels que l'Ethiopie, le Soudan, le Mozambique et l'Angola a créé des situations alimentaires précaires et entraîné des millions de réfugiés et de personnes déplacées. Il en est résulté que l'aide alimentaire est restée une nécessité pour prévenir la famine et atténuer la misère humaine.

58. Un aspect très inquiétant de la situation sociale critique a été l'incapacité de nombreux ménages et de particuliers à satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels. Cela était principalement dû à la forte baisse des revenus. Le revenu par habitant de la région a baissé à un taux annuel moyen de 3,4 % entre 1980 et 1986, mais les salaires réels ont même chuté beaucoup plus fortement à une moyenne de 19 % dans la même période. Pour ceux qui gagnent de faibles salaires, il n'y avait aucune relation significative entre le salaire minimum et leurs besoins en aliments et services essentiels. Par exemple, en Zambie en 1985, le budget mensuel de subsistance minimum (seuil de pauvreté) pour une famille de 5 personnes était d'environ 300 kwacha soit presque deux fois le salaire moyen. Au milieu de 1988, le salaire minimum au Ghana qui était de 116 cedis ne pouvait même pas acheter une igname, un féculent de base local. Les coûts sociaux des réformes économiques au Mozambique comprenaient d'importantes hausses de prix au milieu de 1988 de sorte qu'une famille urbaine moyenne devait dépenser 4 900 meticaïs supplémentaires pour satisfaire ses besoins essentiels tandis que le salaire minimum n'était que de 6 750 meticaïs. Dans ces conditions, la plupart des classes des travailleurs salariés étaient obligées de mener des activités secondaires dans le secteur non structuré pour compléter leurs revenus. Cela a accru l'inefficacité du travailleur et aggravé la corruption dans les services publics de nombreux pays.

59. Non seulement la qualité de l'emploi et des services s'est détériorée mais le nombre d'emplois productifs a également baissé dans les années 80. Alors qu'on avait estimé que la main-d'oeuvre totale s'était accrue de 2 % par an dans les années 70, elle a baissé d'environ 16 % entre 1980 et 1987. La crise

économique et l'ajustement structurel ont non seulement entraîné une baisse de l'investissement en faveur du développement et, par conséquent, des possibilités d'emploi, mais ils ont également entraîné un gel des recrutements et des licenciements massifs de travailleurs. Ainsi, l'Afrique a perdu environ 1,5 million de nouveaux emplois permanents par an entre 1985 et 1987 et a dû faire face à 3 millions de travailleurs en surnombre. Il faut admettre que les réductions d'effectifs dans de nombreux pays étaient nécessaires pour résoudre un problème ancien concernant des services publics remplis d'employés inefficaces. Cependant, ce problème ne peut être effectivement résolu que grâce à des mesures soigneusement planifiées de licenciements et de réabsorption. Autrement, les conséquences sociales pourraient être désastreuses. Par exemple, la plupart des employés "excédentaires" licenciés des services gouvernementaux appartiennent aux échelons inférieurs et ils étaient les moins qualifiés pour trouver d'autres emplois. En conséquence, par dizaines de milliers, ils sont venus grossir les rangs des chômeurs déclarés ou déguisés. Avec une main-d'oeuvre en Afrique subsaharienne augmentant à un taux de 2,7 % par an, 22 millions de personnes (40 % de la main-d'oeuvre) étaient sans-emploi en 1985 tandis que les sous-employés étaient estimés à 95 millions de personnes.

60. Les données disponibles révèlent la situation alarmante du chômage des jeunes. Bien que la population dont l'âge est compris entre 15 et 24 ans ne constitue que 30 % de la population totale, elle représentait 65 à 75 % des sans emploi en 1987. Un nombre croissant de femmes font également face au chômage dans le secteur structuré. Les études BIT/JASPA montrent que les femmes dans ce secteur ont au moins deux fois plus de chance d'être licenciées que les hommes. Si elles se confirment, ces tendances peuvent avoir de graves conséquences sociales pour le bien-être des enfants et des ménages. Le chômage des diplômés constitue un autre aspect de la situation actuelle du chômage et reflète presque trois décennies de déséquilibre entre la production des systèmes d'enseignement et la demande de main-d'oeuvre en Afrique. En 1987, il y avait quelque 4 à 5 millions de diplômés sans travail dans la région. Paradoxalement, plusieurs pays connaissant un important chômage de diplômés employaient une main-d'oeuvre expatriée nombreuse et coûteuse dans maints secteurs de leur économie. En 1988, on estimait que quelque 80 000 agents expatriés de l'assistance technique travaillaient dans les secteurs public et para-public de 40 pays d'Afrique subsaharienne pour un coût d'au moins 4 milliards de dollars. Ces tendances contradictoires reflètent clairement une planification, une mise en valeur et une utilisation défectueuses des ressources humaines ainsi que les conditionnalités et les intérêts de ceux qui fournissent l'assistance, en particulier au titre de l'ajustement structurel. Les effets sur le moral et la motivation des Africains qualifiés et expérimentés ont été désastreux et ont favorisé l'exode des compétences qui a peut-être atteint le chiffre de 30 000 dans la seule période 1984-1987.

61. Les crises sociales ont été sérieuses dans les domaines de la santé, de l'alimentation, du logement et de l'éducation au milieu des années 80. Les tensions nées de l'inégale répartition des services sociaux ont été aggravées par des réductions budgétaires massives et disproportionnées dans le secteur social. Pour l'ensemble de la région, la part des dépenses publiques consacrée à la santé et à l'éducation est tombée de 25,2 % en 1986 à 23,1 % en 1987. On

s'attendait à ce qu'elle baisse davantage en 1988, à 19 %. A Madagascar, au Sénégal et en Somalie, les dépenses sociales par habitant ont respectivement baissé de 44, 48 et 62 % entre 1980 et 1986. Les réductions des dépenses concernaient principalement les coûts non salariaux et affectaient les produits pharmaceutiques importés, le matériel, les livres, les fournitures et le transport. Cela signifiait que les agents de la santé et de l'enseignement qui étaient restés à leurs postes, n'avaient guère de moyens suffisants pour s'acquitter de leurs fonctions. Ils étaient davantage démoralisés par la forte réduction de leur pouvoir d'achat en raison des effets néfastes de l'inflation et de la hausse des prix des produits de consommation sur leurs salaires déjà faibles.

62. Pendant ce temps, les conditions dans les domaines de la santé, de l'éducation et autres de la majorité de la population, en particulier les pauvres, se sont détériorées. Cela s'est reflété par exemple dans l'espérance de vie moyenne qui n'a été que de 51 ans en 1988 et dans les taux de mortalité infantile de plus de 100 pour 1 000 naissances d'enfants vivants enregistrés dans 3 des 5 sous régions, à savoir l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Centre et l'Afrique de l'Est. La malnutrition, le faible poids à la naissance et les maladies évitables ont ravagé de nombreux pays. En 1988, des épidémies de choléra, de fièvre jaune, de malaria et de méningite ont frappé 32 pays africains dont l'Ethiopie, le Mali, la Mauritanie, le Nigéria, le Soudan, la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre. La nouvelle menace à la santé et à la vie socio-économique, qu'est le Sida, aurait également frappé près de 8 000 personnes dans 36 pays en 1987. Les mauvaises conditions de logement, d'approvisionnement en eau et d'hygiène aussi bien dans les zones urbaines que rurales ont également provoqué des problèmes sociaux et sanitaires. Elles ont renforcé les tendances de l'exode rural et de l'urbanisation rapide, ce qui se traduit par un terrible surpeuplement urbain et une croissance massive des taudis dans le centre des zones urbaines et dans les zones périurbaines. Les conditions sociales épouvantables ont provoqué des désordres sociaux croissants dont la criminalité, le trafic et l'abus de drogues et diverses formes de violence sociale.

63. A bien des égards, les conditions sociales ci-dessus reflètent une érosion des gains antérieurs. Cette tendance est apparue très clairement dans le domaine de l'enseignement. En 1984, 40 % des enfants d'âge scolaire ne fréquentaient pas l'école et les taux de déchet scolaire et de redoublements de classe ont augmenté. Le taux de croissance annuelle de scolarisation était de 3,9 % pendant la période 1980-1987 contre 8,1 % en 1970-1980. Bien que 40 % des pays africains aient réalisé des taux d'alphabétisation compris entre 52 et 84 % en 1986, certains des PMA les plus pauvres dont le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Mali, la Somalie et le Tchad avaient des taux compris entre 6 et 16 %. Les effets de la stagnation dans l'enseignement et de la régression dans la formation du capital humain ont frappé plus durement les couches les plus pauvres de la société à cause des inégalités inhérentes et de l'élitisme des systèmes d'enseignement.

64. Si les réformes économiques et l'ajustement ont été acceptés par la plupart des gouvernements comme préalable à un développement auto-entretenu, la plupart de ces derniers ont pris des initiatives et des actions concrètes, soit pour atténuer leur impact social, soit pour protéger les ressources humaines durant ces processus. En Algérie, le plan de développement national 1985-1989 a relevé

la part des investissements dans le secteur social à 32 % de l'ensemble des dépenses, venant juste après l'industrie qui recueille 38 % du total. Des réformes importantes et des réductions de dépenses ont été réalisées en 1987-1988 dans tous les ministères à l'exception de celui de la santé et les salaires des travailleurs les moins bien payés ont été augmentés. En Tunisie, la nouvelle politique de libéralisation et les autres réformes économiques du gouvernement prévoient la création de nouveaux emplois et d'autres mesures pour protéger le revenu des pauvres. Au Ghana, le Programme d'action pour minimiser les coûts sociaux de l'ajustement adopté en 1987 essaie de venir à bout des conséquences sociales dramatiques du programme d'ajustement structurel par ailleurs réussi. Ce Programme incorpore la formation et le placement en matière d'emploi pour certains des 45 000 travailleurs du service public licenciés ainsi que des dispositions sanitaires pour les écoliers et des projets générateurs de revenus pour les femmes et les communautés désavantagées. Le Nigéria a établi un nouveau conseil pour l'emploi qui s'est occupé de quelque 100 000 jeunes ayant quitté l'école en 1987-1988. En Côte d'Ivoire, un nouveau cadre pour le développement a mis l'accent, entre autres, sur le développement du secteur non structuré, l'amélioration de l'éducation et de la formation.

65. Les initiatives ci-dessus et d'autres montrent que les défis sociaux actuels nécessitent une approche fondamentalement différente et des mesures concernant la planification du développement en Afrique. La réalisation d'un développement soutenu dépend essentiellement de la santé, de l'alimentation, de l'enseignement et de l'emploi productif pour la majorité de la population composée actuellement des pauvres, des mal nourris et des analphabètes. En conséquence, il faudrait explicitement tenir compte des questions d'équité, de justice et de participation dans la planification du développement. L'engagement effectif des ministères et des départements sociaux ainsi que des organisations bénévoles locales de développement dans la formulation des réformes économiques et des politiques d'ajustement est d'une importance capitale. Jusqu'ici, les programmes d'ajustement structurel préconisés par le FMI et la Banque mondiale ont été conçus et gérés comme des activités de spécialistes des ministères des finances et de la planification économique avec la participation d'importantes équipes d'experts étrangers. Cela a bien pu contribuer à l'approche économique étroite des programmes et au fait qu'ils négligent les préoccupations sociales. Dans l'avenir, les efforts devront corriger ce déséquilibre en matière de conception et de planification.

VIII. PERSPECTIVES POUR 1989

66. Les perspectives économiques de la région en 1989 dépendront évidemment aussi bien de facteurs externes qu'internes, le plus important d'entre eux étant le climat. S'agissant des facteurs extérieurs il y a tout d'abord les conditions économiques dans les pays industrialisés qui sont les principaux partenaires commerciaux de la région et sa principale source de financement. La plupart des prévisions indiquent que la croissance se ralentira en 1989 dans les principaux pays de l'OCDE après la forte expansion de 1987. Si tel devait être le cas, il y aurait même un niveau plus faible de la demande dans l'économie mondiale et le commerce en pâtirait. Il faut certes, du temps pour que de tels effets se manifestent pleinement et il convient de noter que même l'expansion de 1987 dans les pays industrialisés n'a pas été très stimulante pour les pays en développement en général et les économies africaines en particulier.

67. Il y a cependant, dans l'économie mondiale d'autres facteurs d'importance capitale pour l'Afrique. Le niveau probable du prix du pétrole est l'un de ces facteurs. Sur la base des tendances récentes, il semble que l'OPEP ait réussi à stabiliser le prix du pétrole au-dessus de 16 dollars le baril et il apparaît que les prix moyens du pétrole pourraient se situer autour de 17 dollars le baril en 1989. Pour les autres produits de base les perspectives sont mitigées. Un ralentissement des économies des pays de l'OCDE pourrait inverser la tendance observée en 1988 pour les prix des métaux. Pour les boissons, il est probable que la situation s'aggrave étant donné que la demande est déjà déprimée et les marchés sont caractérisés par d'importants déséquilibres entre l'offre et la demande. Le cacao devrait regagner le terrain perdu en 1988. Pour les cours du café, les changements observés dans les deux premiers mois de 1989 traduisent un marché sans entrain. Ainsi pour ces produits les perspectives ne sont pas favorables.

68. Les taux d'intérêt sont actuellement sous pression du fait que le problème du déficit budgétaire des Etats-Unis n'a pas encore été résolu. Pour financer ce déficit, la Trésorerie des Etats-Unis doit maintenir les taux d'intérêt à un niveau rémunérateur. Cela signifie qu'étant donné que les pressions inflationnistes s'accroissent, les taux d'intérêt doivent également être relevés afin de contrôler la demande. Ces tendances pourraient provoquer une récession dans les pays industrialisés du fait de leur effet sur l'investissement et elles frapperaient immédiatement les pays africains à cause de leur impact sur le service de la dette qui s'élève actuellement à plus de 20 milliards de dollars, avec le service de la dette prévu, en fait plus élevé.

69. S'ajoutant aux problèmes de la dette, il y a la question des apports de ressources. Selon les données disponibles, les apports de ressources aux pays africains ont été au mieux en stagnation en valeur réelle et ont peut-être même baissé. Les flux d'investissements privés et les prêts bancaires ont été réduits au minimum et les apports publics, en particulier l'APD, sont maintenant prééminents et sont de plus en plus liés à des conditionnalités et à des réformes politiques spécifiques plus rigoureuses. Cependant, un développement accru en Afrique nécessitera un financement plus important des investissements de la part des pays industrialisés et pour ce faire, une réduction du service de la dette à un niveau acceptable est impérative.

70. Sur le plan intérieur, si les conditions météorologiques demeurent favorables en 1989, le secteur agricole devra continuer à enregistrer des progrès et améliorer ses résultats de 1988. Il est logique de supposer que les politiques actuelles continueront d'être appliquées et que de nouveaux progrès seront accomplis dans le relèvement du secteur industriel, grâce à l'amélioration de la gestion et de la situation en matière de prix et de taxes. Tout indique également que les investissements pourront s'améliorer en 1989, même si ce n'est que légèrement, et qu'en tout état de cause la répartition des investissements et l'utilisation des ressources en général produiront de meilleurs résultats que dans le passé récent.

72. Dans l'élaboration des prévisions pour 1989, les hypothèses suivantes ont été faites :

- a) De bonnes conditions climatiques prévaudront en 1989;
- b) Les investissements productifs augmenteront quelque peu;
- c) Les politiques actuellement appliquées dans les pays africains seront renforcées;
- d) Les initiatives actuelles concernant la dette entraîneront une réduction du fardeau de cette dernière;
- e) Les prix du pétrole se raffermiront et se stabiliseront en moyenne autour de 17 dollars le baril;
- f) Les pays industrialisés, en particulier ceux de l'OCDE, ne connaîtront pas de récession.

73. Sur la base des considérations et des hypothèses susmentionnées et compte tenu de l'évolution récente de la situation économique en Afrique, il est prévu que la production augmentera d'environ 2,9 % en 1989, soit d'une proportion à peine inférieure au taux de croissance démographique (tableau III). Cette augmentation découlera principalement de la croissance du secteur agricole et du secteur manufacturier, étant donné qu'il est escompté que les industries extractives marqueront le pas. Il est prévu que l'agriculture progressera vigoureusement d'environ 4,1 % et le secteur manufacturier de 7,2 %. La demande intérieure doit se redresser d'environ 3,3 % et les investissements enregistreront un taux de croissance s'établissant à 1,5 %. Les exportations de biens et services se ressentiront de la restriction de la production pétrolière, conformément aux quotas imposés par l'OPEP, et ne s'accroîtront que d'environ 0,8 %. Toutefois, les importations augmenteront d'environ 1,9 %.

74. Sur le plan sous-régional, en Afrique du Nord, l'augmentation de la production atteindra probablement 3,4 %, soit un taux d'un point de pourcentage supérieur à celui de 1988, tandis qu'en Afrique subsaharienne, l'augmentation est projetée à 2,7 %. A l'exclusion du Nigéria, les pays au sud du Sahara pourront réaliser un taux d'accroissement de 2,9 % de la production.

75. Ces prévisions sont sans nul doute optimistes compte tenu de la triste performance des 10 dernières années. Les conditions économiques dans certains pays indiquent en effet, qu'il faut s'attendre à des difficultés considérables et que, au lieu d'être prometteuses, les perspectives de croissance pourront être sombres. Dans le cas du Nigéria par exemple, il existe de fortes appréhensions quant à la possibilité pour le pays de réaliser les objectifs énoncés dans le budget pour 1989. Après l'adoption de son nouveau système de taux de change, qui a vu la fusion des deux marchés de change, le naira a sensiblement reculé et certaines prévisions font état d'un taux de 8 ou 9 N pour un dollar en 1989. Une telle parité accroîtrait les recettes publiques d'une proportion atteignant 60 %, mais relèverait également considérablement les paiements au titre des intérêts, paiements qui, du montant de 8,8 milliards de N prévu dans le budget, pourraient tripler et passer à quelque 25 milliards de N. Cette évolution pourrait compromettre tout le scénario établi par le gouvernement, qui pourrait faire face à de fortes pressions populaires résultant des incidences sociales du programme d'ajustement. De même, pour un pays comme la Côte d'Ivoire, les perspectives en 1989 demeurent sombres, le marché du cacao ne donnant aucun signe de reprise et le service de la dette pouvant atteindre 1,7 milliard de dollars et absorber une bonne partie des ressources consacrées aux investissements. La croissance de l'économie est projetée à 2 % en 1989, mais cela résultera essentiellement des résultats du secteur agricole. En Afrique australe, l'économie du Zimbabwe aurait progressé de près de 6 % en 1988. Un tel taux de croissance est improbable en 1989, car il est au moins que l'agriculture ne rééditera pas sa performance de 1988. Par ailleurs, l'industrie subit gravement les effets néfastes de la compression des importations et, à moins d'accroître les ressources affectées aux importations, le taux de croissance du PIB pourrait tomber à 2 % contre le taux prévu de 3,5 %.

76. De ce fait, si les conditions défavorables devaient persister en 1989, ce qui pourrait se concrétiser sous la forme d'une combinaison de mauvaises conditions climatiques, par exemple, dans le Sahel et en Afrique australe, et d'une récession ou d'un marasme dans les pays industrialisés - ce qui signifierait l'effondrement des cours des produits de base, la hausse des taux d'intérêt et le renchérissement des importations - la croissance économique serait étouffée par les effets combinés de la diminution de la production agricole, de la baisse des exportations et de l'alourdissement du fardeau de la dette - autant de facteurs qui semblent comprimer les importations, réduire les investissements et limiter le revenu. Le taux de croissance de la production pourrait, dans ces conditions, chuter brutalement et même devenir négatif. Une telle perspective prouve clairement combien il est urgent de s'attaquer aux obstacles au développement de la région, comme par exemple au fardeau du service de la dette, et, sur ce plan, l'intensification de la coopération entre les pays donateurs et les pays créanciers à la recherche de solutions permanentes au problème de la dette, au lieu de la reconduction actuelle de la dette par de multiples rééchelonnements, s'impose.

A N N E X E S
T A B L E A U X S T A T I S T I Q U E S

Tableau 1: Indicateurs principaux

| Sous-région/Pays | Popula- tion (en milliers; mi-1987) | PIB par ha- bitant (en dollars; 1987) | Taux annuel moyen de croissance de l'indice à la crois- sance de l'indice des prix à la consommation | |
|---------------------------|--|--|---|---------|
| | | | 1983-1987 | 1987-88 |
| AFRIQUE DU NORD | 132 000 | 1 125 | ... | ... |
| Algérie | 23 744 | 2 798 | 9,1 | ... |
| Egypte | 50 740 | 533 | 17,6 | 16,2 |
| Jamahiriya arabe Libyenne | 4 029 | 6 271 | ... | ... |
| Maroc | 23 054 | 610 | 7,8 | ... |
| Soudan | 22 963 | 317 | 30,2 | 51,3 |
| Tunisie | 7 470 | 1 120 | 7,3 | ... |
| AFRIQUE DE L'OUEST | 179 918 | 506 | ... | ... |
| Bénin | 4 254 | 378 | ... | ... |
| Burkina Faso | 7 474 | 153 | 1,4 | ... |
| Cap Vert | 353 | 262 | 7,9 | ... |
| Côte d'Ivoire | 10 871 | 712 | 9,8 | 6,2 |
| Gambie | 777 | 245 | 30,2 | 10,9 |
| Ghana | 13 468 | 377 | 28,6 | 26,5 |
| Guinée | 6 379 | 334 | ... | ... |
| Guinée Bissau | 893 | 178 | ... | ... |
| Libéria | 2 326 | 430 | 2,3 | 8,5 |
| Mali | 8 524 | 144 | 0,4 | ... |
| Mauritanie | 1 856 | 455 | ... | 1,0 |
| Niger | 6 899 | 270 | -0,8 | 0,0 |
| Nigéria | 101 952 | 625 | 14,9 | ... |
| Sénégal | 6 926 | 370 | 6,6 | -2,1 |
| Sierra Leone | 3 797 | 238 | 89,4 | ... |
| Togo | 3 169 | 250 | -0,3 | ... |
| AFRIQUE CENTRALE | 66 834 | 385 | ... | ... |
| Burundi | 4 910 | 231 | 6,6 | 4,2 |
| Cameroun | 10 743 | 870 | 3,7 | ... |
| République centrafricaine | 2 818 | 272 | 1,9 | -3,9 |
| Tchad | 5 308 | 142 | 1,7 | 14,2 |
| Congo | 2 086 | 1 032 | 5,6 | ... |
| Guinée équatoriale | 429 | 200 | ... | ... |
| Gabon | 1 381 | 3 128 | 4,7 | -4,8 |
| Rwanda | 6 552 | 290 | 2,7 | 2,7 |
| Sao Tomé & Principe | 114 | 315 | ... | ... |
| Zaire | 32 493 | 161 | 51,5 | 52,3 |

Tableau 1: Indicateurs principaux (Suite)

| Sous-région/Pays | Popula- tion (en milliers; mi-1987) | PIB par ha- bitant (en dollars; 1987) | Taux annuel moyen de croissance de l'indice à la crois- sance de l'indice des prix à la consommation | |
|------------------------------|--|--|---|---------|
| | | | 1983-1987 | 1987-88 |
| AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE | 178 200 | 279 | ... | ... |
| Angola | 9 163 | 644 | ... | ... |
| Botswana | 1 167 | 845 | 9,1 | 6,8 |
| Comores | 439 | 390 | ... | ... |
| Djibouti ^{1/} | 383 | 952 | 8,1 | ... |
| Ethiopie | 45 846 | 117 | 3,9 | 4,1 |
| Kenya | 21 977 | 351 | 9,1 | 7,7 |
| Lesotho | 1 583 | 226 | 14,4 | 7,5 |
| Madagascar | 10 568 | 255 | 12,6 | 24,8 |
| Malawi | 7 495 | 160 | 17,7 | 26,9 |
| Maurice | 1 057 | 1 280 | 4,2 | 9,5 |
| Mozambique | 14 548 | 210 | ... | ... |
| Seychelles | 67 | 2 635 | 1,7 | 2,4 |
| Somalie | 6 235 | 242 | 46,4 | 45,5 |
| Swaziland | 798 | 691 | 14,3 | 9,8 |
| Tanzanie, République unie de | 24 181 | 240 | 31,9 | ... |
| Ouganda | 16 793 | 242 | 234,2 | 261,1 |
| Zambie | 7 185 | 320 | 35,9 | ... |
| Zimbabwe | 8 715 | 696 | 12,9 | 4,5 |
| TOTAL AFRIQUE | 556 952 | 565 | ... | ... |

^{1/} Le taux de croissance de l'indice des prix porte sur les années 1984-1987.

Tableau 2: Indicateurs agricoles

| Sous-région/pays | Terres arables (ha par hbt) 1987 | Valeur ajoutée dans le secteur agricole (en millions de dollars de 1980) 1987 | Indice moyen de la production alimentaire (1979/81-100) 1983-1987 | Production de céréales, tubercules et bananes plantains (en kg équivalent céréales par hbt) 1987 | Importations céréalières (en kg par hbt) 1987 |
|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|---|
| AFRIQUE DU NORD | 0,278 | 17462 | ... | 174 | 142 |
| Algérie | 0,314 | 3421 | 99,11 | 88 | 161 |
| Egypte | 0,048 | 6100 | 106,66 | 184 | 184 |
| Jamhuriya arabe Libyenne | 0,477 | 919 | 124,15 | 73 | 354 |
| Maroc | 0,358 | 2901 | 103,08 | 188 | 98 |
| Soudan | 0,573 | 2400 | 92,09 | 70 | 31 |
| Tunisie | 0,475 | 1722 | 106,72 | 259 | 157 |
| AFRIQUE DE L'OUEST | 0,313 | 37615 | ... | 122 | 19 |
| Bénin | 0,347 | 426 | 107,86 | 94 | 18 |
| Burkina Faso | 0,369 | 621 | 109,21 | 219 | 22 |
| Cap Vert | 0,107 | 36 | 98,27 | 59 | 154 |
| Côte d'Ivoire | 0,284 | 3953 | 102,09 | 99 | 62 |
| Gambie | 0,221 | 116 | 113,37 | 202 | 90 |
| Ghana | 0,088 | 8474 | 103,14 | 68 | 17 |
| Guinée | 0,247 | 677 | 93,39 | 98 | 32 |
| Guinée Bissau | 0,338 | 89 | 125,59 | 241 | 36 |
| Libéria | 0,058 | 135 | 97,02 | 120 | 50 |
| Mali | 0,256 | 942 | 100,67 | 174 | 10 |
| Mauritanie | 0,110 | 182 | 87,16 | 58 | 111 |
| Niger | 0,575 | 892 | 85,53 | 212 | 12 |
| Nigeria | 0,300 | 19726 | 101,48 | 117 | 7 |
| Sénégal | 0,795 | 671 | 103,07 | 152 | 62 |
| Sierra Leone | 0,446 | 379 | 99,50 | 136 | 40 |
| Togo | 0,455 | 296 | 87,98 | 116 | 27 |
| AFRIQUE CENTRALE | 0,315 | 6586 | ... | 54 | 15 |
| Burundi | 0,241 | 663 | 98,45 | 95 | 3 |
| Cameroun | 0,581 | 2314 | 95,61 | 84 | 27 |
| République centrafricaine | 0,707 | 391 | 90,47 | 46 | 13 |
| Tchad | 0,623 | 352 | 99,73 | 116 | 13 |
| Congo | 0,331 | 142 | 92,84 | 5 | 47 |
| Guinée équatoriale | 0,316 | 17 | ... | - | 18 |
| Gabon | 0,219 | 238 | 98,76 | 8 | 41 |
| Rwanda | 0,118 | 535 | 88,69 | 49 | 2 |
| Sao Tomé & Principe | 0,009 | 7 | 72,89 | 9 | 61 |
| Zaire | 0,196 | 1926 | 99,47 | 36 | 13 |

Tableau 2: Indicateurs agricoles (Suite)

| Sous-région/pays | Terres arables (ha par hbt) 1987 | Valeur ajoutée dans le sec- teur agrico- le (en millions de dollars de 1980) 1987 | Indice moyen de la produc- tion alimen- taire (1979/81-100) 1983-1987 | Production de céréales, tubercules et bananes plantains (en kg équi- valent céréales par hbt) 1987 | Importa- tions céralières (en kg par hbt) 1987 |
|------------------------------|---|--|--|--|---|
| AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE | 0,273 | 13837 | ... | 120 | 17 |
| Angola | 0,339 | 1519 | 90,26 | 41 | 31 |
| Botswana | 1,252 | 102 | 77,04 | 18 | 118 |
| Comores | 0,184 | 70 | 99,95 | 52 | 12 |
| Djibouti | 0,017 | 14 | ... | - | 106 |
| Ethiopie | 0,304 | 1774 | 88,54 | 114 | 13 |
| Kenya | 0,093 | 2071 | 90,41 | 118 | 12 |
| Lesotho | 0,199 | 93 | 81,84 | 92 | 59 |
| Madagascar | 0,253 | 1297 | 98,86 | 231 | 13 |
| Malawi | 0,335 | 433 | 89,07 | 186 | 1 |
| Maurice | 0,098 | 200 | 100,79 | 9 | 186 |
| Mozambique | 0,207 | 514 | 65,41 | 35 | 28 |
| Seychelles | 0,015 | 15 | ... | - | 107 |
| Somalie | 0,176 | 550 | 97,35 | 108 | 55 |
| Swaziland | 0,237 | 143 | 103,05 | 123 | 55 |
| Tanzanie, République unie de | 0,184 | 1731 | 91,51 | 165 | 8 |
| Ouganda | 0,312 | 1916 | 95,59 | 73 | 2 |
| Zambie | 0,784 | 645 | 95,42 | 156 | 21 |
| Zimbabwe | 0,326 | 749 | 82,88 | 168 | 8 |
| TOTAL AFRIQUE | 0,292 | 75501 | ... | 125 | 47 |

Tableau 3 : Production et consommation de diverses formes d'énergie

| | Production d'électricité (en millions KWh) 1986 | Consommation d'énergie à usage commercial | | Total des besoins énergétiques 1986 |
|---------------------------|--|--|---|--|
| | | Par habitant (gigajoules) 1986 | Totale (Milliers de terajoules) 1986 | |
| AFRIQUE DU NORD | 59256 | 196 | 2627 | 3024 |
| Algérie | 12746 | 37 | 836 | 858 |
| Egypte | 25100 | 21 | 988 | 1117 |
| Jamahiriya arabe libyenne | 9000 | 106 | 395 | 400 |
| Maroc | 7156 | 9 | 213 | 231 |
| Soudan | 1052 | 2 | 44 | 241 |
| Tunisie | 4202 | 21 | 151 | 177 |
| AFRIQUE DE L'OUEST | 18366 | 40 | 698 | 2216 |
| Bénin | 5 | 1 | 6 | 48 |
| Burkina Faso | 123 | 1 | 6 | 71 |
| Cap Vert | 28 | 0 | 0 | 0 |
| Côte d'Ivoire | 1817 | 5 | 63 | 159 |
| Gambie | 42 | 3 | 2 | 10 |
| Ghana | 3749 | 3 | 39 | 152 |
| Guinée | 497 | 2 | 14 | 53 |
| Guinée-Bissau | 14 | 1 | 1 | 5 |
| Libéria | 819 | 4 | 10 | 51 |
| Mali | 172 | 1 | 6 | 52 |
| Mauritanie | 92 | 4 | 8 | 8 |
| Niger | 156 | 2 | 10 | 47 |
| Nigéria | 9875 | 5 | 495 | 1401 |
| Sénégal | 758 | 4 | 26 | 65 |
| Sierra Léone | 184 | 2 | 7 | 83 |
| Togo | 35 | 2 | 5 | 11 |
| AFRIQUE DU CENTRE | 8450 | 61 | 223 | 863 |
| Burundi | 2 | 0 | 2 | 39 |
| Cameroun | 2385 | 9 | 88 | 201 |
| République centrafricaine | 93 | 1 | 2 | 31 |
| Tchad | 51 | 1 | 3 | 34 |
| Congo | 235 | 13 | 23 | 42 |
| Guinée équatoriale | 16 | 2 | 1 | 5 |
| Gabon | 867 | 32 | 37 | 67 |
| Rwanda | 170 | 1 | 6 | 63 |
| Sao Tomé-et-Principe | 12 | 0 | 0 | |
| Zaire | 4619 | 2 | 61 | 381 |

Tableau 3 : (suite)

| | Production d'électricité (en millions KWh) 1986 | Consommation d'énergie à usage commercial | | Total des besoins énergétiques 1986 |
|---------------------------------|--|--|---|--|
| | | Par habitant (gigajoules) 1986 | Totale (Milliers de terajoules) 1986 | |
| AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE | 25918 | 88 | 433 | 2146 |
| Angola | 1790 | 3 | 27 | 79 |
| Botswana | 597 | | | |
| Comores | 12 | 2 | 1 | 1 |
| Djibouti | 165 | 8 | 3 | 3 |
| Ethiopie | 802 | 1 | 25 | 397 |
| Kénya | 2500 | 2 | 49 | 384 |
| Lesotho | 2 | | | |
| Madagascar | 500 | 1 | 11 | 77 |
| Malawi | 528 | 1 | 9 | 77 |
| Maurice | 518 | 12 | 13 | 32 |
| Mozambique | 497 | 1 | 13 | 153 |
| Seychelles | 66 | 25 | 2 | 2 |
| Somalie | 143 | 3 | 15 | 59 |
| Swaziland | 174 | | | |
| République-Unie de Tanzanie | 880 | 1 | 26 | 252 |
| Ouganda | 656 | 1 | 13 | 128 |
| Zambie | 10100 | 8 | 57 | 236 |
| Zimbabwe | 5988 | 19 | 169 | 266 |
| TOTAL AFRIQUE | 111990 | 385 | 3981 | 8249 |

Tableau 4: Echanges de marchandises: valeur, taux moyen de croissance et termes de l'échange

| Sous-région/pays | Total échanges (en millions de dollars des E.-U.) | | | | Taux moyen annuel de crois- sance (pourcentage) | | | | Termes de l'échange (1980 base 100) | |
|---------------------------|---|--------|--------------|--------|---|---------|--------------|---------|---|------|
| | Exportations | | Importations | | Solde | | Exportations | | Importations | |
| | 1983 | 1987 | 1983 | 1987 | 1983 | 1987 | 1983-87 | 1983-87 | 1983 | 1987 |
| AFRIQUE DU NORD | 29 807 | 26 700 | 36 195 | 36 576 | -6 388 | -9 878 | -5,4 | -7,7 | 94 | |
| Algérie | 11 163 | 9 714 | 10 395 | 7 740 | 788 | 1 974 | -6,7 | -6,7 | 100 | |
| Egypte | 3 215 | 4 352 | 10 367 | 16 226 | -7 152 | -11 874 | 5,5 | 10,1 | 102 | |
| Jamahiriya arabe libyenne | 10 958 | 7 227 | 7 370 | 4 684 | 3 588 | 2 543 | -12,8 | -12,3 | 97 | |
| Mali | 2 082 | 2 807 | 3 599 | 4 229 | -1 537 | -1 422 | 8,5 | 3,0 | 88 | |
| Soudan | 538 | 457 | 1 354 | 676 | -816 | -219 | -9,2 | -14,5 | 84 | |
| Tunisie | 1 871 | 2 143 | 3 108 | 3 023 | -1 238 | -880 | 2,5 | -1,3 | 103 | |
| AFRIQUE DE L'OUEST | 18 220 | 13 761 | 18 029 | 11 555 | 191 | 2 206 | -5,4 | -8,9 | 68 | |
| Bénin | 67 | 113 | 294 | 370 | -227 | -257 | 5,7 | 12,8 | 98 | |
| Burkina Faso | 57 | 88 | 288 | 294 | -231 | -206 | 9,6 | 5,3 | 112 | |
| Cap-Vert | 3 | 8 | 80 | 100 | -77 | -92 | 30,4 | 5,1 | 0 | |
| Côte d'Ivoire | 2 067 | 2 675 | 1 809 | 2 237 | 258 | 438 | 7,6 | 6,9 | 87 | |
| Gambie | 48 | 84 | 115 | 157 | -67 | -83 | 5,9 | 6,6 | 89 | |
| Ghana | 2 964 | 897 | 3 195 | 905 | -231 | -8 | -18,0 | -20,1 | 51 | |
| Guinée | 351 | 488 | 251 | 435 | 100 | 53 | 9,2 | 18,5 | 0 | |
| Guinée-Bissau | 25 | 8 | 118 | 97 | -93 | -88 | -24,7 | -10,9 | 0 | |
| Libéria | 428 | 382 | 412 | 308 | 16 | 74 | -3,3 | -9,7 | 98 | |
| Mali | 167 | 82 | 344 | 439 | -177 | -377 | -16,0 | 5,5 | 111 | |
| Mauritanie | 305 | 417 | 248 | 382 | 57 | 35 | 8,2 | 9,6 | 104 | |
| Niger | 299 | 443 | 324 | 269 | -25 | 174 | 4,1 | -9,9 | 83 | |
| Nigéria | 10 642 | 7 383 | 9 062 | 3 917 | 1 580 | 3 466 | -12,3 | -17,7 | 96 | |
| Sénégal | 543 | 390 | 1 039 | 1 013 | -496 | -615 | -7,0 | -2,4 | 119 | |
| Sierra Leone | 92 | 132 | 166 | 130 | -74 | 2 | 7,3 | -6,3 | 109 | |
| Togo | 162 | 203 | 264 | 502 | -122 | -289 | 3,3 | 9,9 | 88 | |
| AFRIQUE DU CENTRE | 5 037 | 4 693 | 3 897 | 4 657 | 1 140 | 36 | -5,4 | 6,9 | 99 | |
| Burundi | 88 | 84 | 183 | 212 | -95 | -128 | 4,1 | 3,8 | 0 | |
| Cameroun | 941 | 829 | 1 202 | 1 742 | -261 | -913 | -3,7 | 12,7 | 74 | |
| République centrafricaine | 81 | 97 | 85 | 112 | -4 | -15 | 8,1 | 17,5 | 91 | |
| Tchad | 74 | 55 | 157 | 123 | -83 | -68 | -8,1 | -1,8 | 112 | |
| Congo | 640 | 1 065 | 629 | 516 | 11 | 549 | 6,2 | -4,2 | 105 | |
| Guinée équatoriale | 17 | 42 | 25 | 48 | -8 | -8 | 27,8 | 19,7 | 0 | |
| Gabon | 1 975 | 1 416 | 853 | 779 | 1 122 | 637 | -6,5 | ,9 | 103 | |
| Rwanda | 79 | 130 | 247 | 353 | -168 | -223 | 7,4 | 10,5 | 63 | |
| Sao Tomé-et-Principe | 8 | 5 | 18 | 18 | -10 | -11 | -18,4 | -2,3 | 0 | |
| Zaïre | 1 134 | 970 | 498 | 756 | 636 | 214 | -2,3 | 11,7 | 75 | |

Tableau 4 (Suite)

| Sous-région/pays | Total échanges (en millions de dollars des E.-U.) | | | | Taux moyen annuel de crois- sance (pourcentage) | | | | Termes de l'échange (1980 base 100) | |
|---|---|--------|---------------------|--------|---|--------|---------------------|---------|---|------|
| | <u>Exportations</u> | | <u>Importations</u> | | <u>Solde</u> | | <u>Exportations</u> | | <u>Importations</u> | |
| | 1983 | 1987 | 1983 | 1987 | 1983 | 1987 | 1983-87 | 1983-87 | 1983 | 1987 |
| AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE | 8 095 | 10 125 | 10 082 | 11 305 | -1 987 | -1 180 | -5,4 | 3,5 | 86 | |
| Angola | 1 840 | 2 349 | 693 | 1 027 | 1 147 | 1 322 | 7,0 | 18,6 | 98 | |
| Botswana | 635 | 1 521 | 733 | 849 | -98 | 672 | 22,3 | 3,1 | 56 | |
| Comores | 38 | 44 | 64 | 102 | -28 | -58 | 17,4 | 8,1 | 75 | |
| Djibouti | 11 | 7 | 221 | 201 | -210 | -194 | -1,4 | -8,8 | 0 | |
| Ethiopie | 403 | 411 | 878 | 981 | -473 | -570 | 1,7 | 4,0 | 88 | |
| Kenya | 983 | 961 | 1 358 | 1 756 | -375 | -795 | ,7 | 5,9 | 77 | |
| Lesotho | 30 | 25 | 544 | 400 | -514 | -375 | -4,7 | -8,1 | 0 | |
| Madagascar | 296 | 380 | 387 | 333 | -91 | 57 | 4,5 | -3,9 | 86 | |
| Malawi | 260 | 272 | 310 | 296 | -50 | -24 | -1,5 | -1,2 | 114 | |
| Maurice | 361 | 934 | 442 | 1 013 | -81 | -79 | 28,8 | 23,0 | 99 | |
| Mozambique | 132 | 172 | 636 | 563 | -504 | -391 | 3,0 | -2,8 | 88 | |
| Seychelles | 20 | 21 | 88 | 106 | -68 | -85 | -2,7 | 5,7 | 88 | |
| Somalie | 210 | 52 | 180 | 418 | 30 | -366 | -17,5 | 17,5 | 105 | |
| Swaziland | 286 | 311 | 545 | 365 | -257 | -54 | -3,1 | -9,8 | 0 | |
| République-Unie de Tanzanie | 367 | 232 | 822 | 866 | -455 | -634 | -9,4 | 1,6 | 91 | |
| Ouganda | 372 | 354 | 428 | 398 | -56 | -42 | -1,0 | -4,4 | 54 | |
| Zambie | 625 | 719 | 703 | 491 | 122 | 228 | -8,1 | -6,5 | 85 | |
| Zimbabwe | 1 028 | 1 350 | 1 052 | 1 142 | -26 | 208 | 6,0 | 1,9 | 104 | |
| TOTAL AFRIQUE | 81 159 | 85 279 | 88 202 | 84 095 | -7 043 | -8 816 | -5,4 | -1,4 | 86 | |

Tableau 5 : Dette publique extérieure et ratio du service de la dette, 1986

| Sous-région/Pays | Dette publique extérieure non amortie et décaissée | | Service de la dette en pourcentage | |
|---------------------------|--|-------------------------------|---------------------------------------|--|
| | (En millions de dollars des E.-U.) | En pour- centage du PIB | du PIB | Des exportations de biens et ser- vices non facteurs |
| AFRIQUE DU NORD | ... | ... | ... | ... |
| Algérie | 17 920 | 28,8 | 8,2 | 49,8 |
| Egypte | 28 556 | 84,6 | 5,8 | 37,3 |
| Jamahiriya arabe libyenne | ... | ... | ... | ... |
| Maroc | 17 900 | 122,0 | 10,0 | 40,9 |
| Soudan | 8 272 | 124,6 | 0,8 | 11,8 |
| Tunisie | 5 987 | 63,6 | 8,4 | 29,3 |
| AFRIQUE DE L'OUEST | 49 709 | 52,2 | 3,5 | 18,5 |
| Bénin | 890 | 38,8 | 4,4 | 19,8 |
| Burkina Faso | 865 | 53,5 | 2,8 | 10,1 |
| Cap-Verde | 113 | 92,4 | 3,4 | 43,4 |
| Côte d'Ivoire | 10 865 | 110,3 | 8,0 | 18,5 |
| Gambie | 273 | 149,5 | 5,8 | 25,3 |
| Ghana | 2 385 | 34,4 | 1,3 | 8,4 |
| Guinée | 1 518 | 91,1 | 6,2 | 18,3 |
| Guinée-Bissau | 307 | 198,7 | 5,6 | 49,9 |
| Libéria | 1 303 | 166,0 | 3,5 | 6,2 |
| Mali | 1 718 | 111,5 | 2,3 | 14,4 |
| Mauritanie | 1 761 | 229,0 | 10,0 | 17,4 |
| Niger | 1 459 | 63,2 | 4,0 | 13,5 |
| Nigéria | 21 828 | 34,8 | 2,6 | 20,5 |
| Sénégal | 2 990 | 79,1 | 5,5 | 20,7 |
| Sierra Leone | 590 | 59,0 | 1,4 | 9,3 |
| Togo | 1 050 | 109,8 | 13,4 | 35,2 |
| AFRIQUE CENTRALE | 49 709 | 192,7 | 4,9 | 17,5 |
| Burundi | 551 | 43,7 | 2,5 | 20,0 |
| Cameroun | 3 533 | 31,4 | 2,7 | 17,4 |
| République centrafricaine | 453 | 43,4 | 1,7 | 7,7 |
| Tchad | 187 | 20,5 | 0,3 | 1,0 |
| Congo | 3 524 | 181,4 | 16,0 | 38,4 |
| Guinée équatoriale | 152 | 128,6 | 3,8 | 10,9 |
| Gabon | 1 588 | 43,0 | 5,7 | 11,2 |
| Rwanda | 439 | 19,7 | 0,8 | 7,2 |
| Sao Tomé-et-Principe | 75 | 148,8 | 3,6 | 9,3 |
| Zaïre | 6 534 | 195,2 | 11,0 | 18,6 |

Tableau 5 : (suite)

| Sous-région/Pays | Dettes publiques extérieures non amorties et décaissées | | Service de la dette en pourcentage | |
|---------------------------------|---|-------------------------------|---------------------------------------|--|
| | (En millions de dollars des E.-U.) | En pour- centage du PIB | du PIB | Des exportations de biens et ser- vices non facteurs |
| AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE | ... | ... | ... | ... |
| Angola | ... | ... | ... | ... |
| Botswana | 358 | 47,3 | 5,9 | 10,0 |
| Comores | 181 | 99,1 | 1,1 | 6,7 |
| Djibouti | 125 | 35,0 | 2,0 | 5,1 |
| Ethiopie | 2 139 | 39,1 | 3,2 | 25,9 |
| Kénya | 4 504 | 62,6 | 6,0 | 40,5 |
| Lesotho | 188 | 48,7 | 3,8 | 35,1 |
| Madagascar | 2 899 | 111,3 | 4,3 | 32,4 |
| Malawi | 1 114 | 93,0 | 9,0 | 36,1 |
| Maurice | 644 | 53,2 | 5,3 | 9,0 |
| Mozambique | ... | ... | ... | ... |
| Seychelles | 108 | 55,5 | 4,7 | 7,9 |
| Somalie | 1 580 | 81,2 | 3,7 | 40,7 |
| Swaziland | 232 | 53,4 | 5,7 | 12,7 |
| Tanzanie, République- | | | | |
| Union de | 3 955 | 63,4 | 1,1 | 23,7 |
| Ouganda | 1 193 | 29,8 | 0,7 | 5,5 |
| Zambie | 5 300 | 192,3 | 4,5 | 9,7 |
| Zimbabwe | 2 480 | 47,2 | 6,4 | 27,8 |
| TOTAL AFRIQUE | ... | ... | ... | ... |

Tableau 6 : Indicateurs sociaux

| Sous-région/ Pays | Taux d'al- phabéti- sation 1987 | Effectifs enseigne- ment primaire | | Taux bruts de mortali- té pour 1000 hab. 1987 | Taux de mortali- té in- fantile 1987 |
|------------------------------|--|--------------------------------------|---------------------------------------|---|--|
| | | Total 1987 | Pourcen- tage de filles 1987 | | |
| AFRIQUE DU NORD | 46 | 16 708 | 41,6 | 10,5 | 86 |
| Algérie | 54 | 3 657 | 42,9 | 9,1 | 88 |
| Egypte | 47 | 6 671 | 40,4 | 9,8 | 85 |
| Jamahiriya arabe libyenne | 75 | 853 | 49,2 | 9,4 | 82 |
| Maroc | 36 | 2 271 | 39,5 | 9,5 | 82 |
| Soudan | 36 | 1 817 | 40,6 | 15,4 | 106 |
| Tunisie | 59 | 1 357 | 45,8 | 8,7 | 71 |
| AFRIQUE DE L'OUEST | 40 | 22 099 | 42,8 | 16,8 | 113 |
| Bénin | 27 | 446 | 34,1 | 19,4 | 110 |
| Burkina Faso | 16 | 436 | 36,9 | 18,6 | 139 |
| Cap-Vert | 48 | 61 | 49,2 | 9,9 | 63 |
| Côte d'Ivoire | 47 | 1 311 | 42,0 | 14,3 | 100 |
| Gambie | 29 | 83 | 39,8 | 26,9 | 164 |
| Ghana | 56 | 1 441 | 44,0 | 13,4 | 90 |
| Guinée | 30 | 272 | 30,9 | 21,9 | 147 |
| Guinée-Bissau | 36 | 77 | 35,1 | 20,0 | 132 |
| Libéria | 37 | 319 | 40,1 | 15,6 | 122 |
| Mali | 19 | 293 | 37,2 | 20,8 | 169 |
| Mauritanie | 31 | 164 | 39,0 | 19,2 | 127 |
| Niger | 18 | 300 | 36,7 | 20,9 | 135 |
| Nigéria | 48 | 15 264 | 44,0 | 15,7 | 105 |
| Sénégal | 32 | 666 | 39,9 | 19,4 | 131 |
| Sierra Leone | 33 | 455 | 42,0 | 27,6 | 169 |
| Togo | 49 | 511 | 38,0 | 14,0 | 93 |

Tableau 6 : Indicateurs sociaux (suite)

| Sous-région/ Pays | Taux d'al- phabéti- sation 1987 | Effectifs enseigne- ment primaire | | Taux bruts de mortali- té pour 1000 hab. 1987 | Taux de mortali- té in- fantile 1987 |
|---------------------------------|--|--------------------------------------|---------------------------------------|---|--|
| | | Total 1987 | Pourcen- tage de filles 1987 | | |
| AFRIQUE CENTRALE | 59 | 10 080 | 44,2 | 15,8 | 104 |
| Burundi | 36 | 518 | 43,1 | 17,4 | 114 |
| Cameroun | 59 | 1 855 | 47,0 | 14,5 | 94 |
| République centrafricaine | 43 | 279 | 39,1 | 20,1 | 132 |
| Tchad | 26 | 322 | 27,0 | 19,9 | 132 |
| Congo | 66 | 515 | 48,9 | 17,2 | 73 |
| Gabon | 69 | 198 | 49,0 | 17,2 | 103 |
| Guinée équatoriale | 40 | 78 | 48,7 | 19,4 | 127 |
| Rwanda | 47 | 943 | 49,0 | 17,2 | 122 |
| Sao Tomé-et-Principe | 62 | 16 | 50,0 | 7,9 | 48 |
| Zaire | 65 | 5 356 | 43,0 | 14,5 | 98 |
| AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE | 68 | 23 553 | 46,5 | 17,2 | 114 |
| Angola | 53 | 978 | 46,0 | 20,6 | 137 |
| Botswana | 81 | 249 | 51,8 | 11,3 | 67 |
| Comores | 59 | 63 | 44,4 | 14,5 | 80 |
| Djibouti | 59 | 30 | 43,3 | 20,5 | 72 |
| Ethiopie | 67 | 2 588 | 39,0 | 22,3 | 149 |
| Kenya | 68 | 5 054 | 48,0 | 12,4 | 72 |
| Lesotho | 77 | 333 | 55,9 | 15,2 | 100 |
| Madagascar | 74 | 2 345 | 48,0 | 15,2 | 59 |
| Malawi | 43 | 1 002 | 43,0 | 20,0 | 150 |
| Maurice | 86 | 144 | 49,3 | 5,8 | 23 |
| Mozambique | 48 | 1 264 | 44,0 | 18,4 | 141 |
| Seychelles | 74 | 15 | 46,7 | 7,0 | 30 |
| Somalie | 20 | 196 | 35,2 | 22,6 | 149 |
| Swaziland | 71 | 146 | 49,3 | 15,8 | 118 |
| République-Unie de Tanzanie | 94 | 3 285 | 50,0 | 13,9 | 106 |
| Ouganda | 60 | 2 077 | 44,0 | 15,4 | 103 |
| Zambie | 81 | 1 429 | 47,0 | 13,7 | 80 |
| Zimbabwe | 78 | 2 355 | 49,0 | 11,0 | 72 |
| TOTAL AFRIQUE | 52 | 71 920 | 43,5 | 15,1 | 101 |